

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU
DROIT SUCCESSORAL

DANS LES
COUTUMES ANGEVINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 23 Novembre 1898, à 2 h. 1/2,

PAR
L. MONTAUBIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE PARIS

Président : M. CHÉNON.
Assesseurs : { MM. PLANIOL.
JAY.

RENNES

IMPRIMERIE FR. SIMON, SUCC^r DE A. LE ROY

IMPRIMEUR BREVETÉ

—
1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

DU

DROIT SUCCESSORAL

DANS LES

COUTUMES ANGEVINES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 23 Novembre 1898, à 2 h. 1/2,

PAR

L. MONTAUBIN

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. CHÉNON.

*Assesseurs : { MM. PLANIOL.
JAY.*



RENNES

IMPRIMERIE FR. SIMON, SUCC^r DE A. LE ROY

IMPRIMEUR BREVETÉ

1898

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

INTRODUCTION

Avant d'aborder l'exposé du droit successoral établi par les Coutumes angevines, il nous faut d'abord esquisser en quelques mots l'histoire de la province d'Anjou, retracer les limites du territoire de la Coutume, et, enfin, indiquer les sources successives du droit aux différentes époques. Ce sera l'objet de notre introduction.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE I^{er}

Histoire de la province d'Anjou¹.

Le pays qui devint plus tard l'ancienne province, d'abord comté, puis duché d'Anjou, fut originairement habité par une peuplade celtique qui portait le nom d'Andes, Andecavi ou Andegavi. Lors de la conquête romaine, Fabius, lieutenant de César, vainquit le chef de cette peuplade, Dumnacus, à qui, dix-neuf siècles plus tard, on devait élever une statue aux Ponts-de-Cé, lieu présumé de sa glorieuse défaite. Le pays, tombé sous la domination romaine, fit partie de la Lugdunaise, puis, lors de l'organisation de l'empire par Dioclétien, de la deuxième Lugdunaise, et, enfin, quand celle-ci fut encore subdivisée, vers 374, de la troisième. — Juliomagus (Angers) fut bâti au lieu même où les Andecavi avaient eu auparavant leur

1. MARCHEGAY, *Les chroniques de l'Anjou*; DE MAROLLES, *Histoire des comtes d'Anjou*; D'ESPINAY, *Les cartulaires angevins*; ID., *La légende des comtes d'Anjou*; Célestin PORT, *Introduction du Dictionnaire historique, géographique et bibliographique de Maine-et-Loire*.

principal bourg. Cet état de choses dura jusqu'au VI^e siècle.

C'est seulement après la mort de Syagrius, le chef des soldats romains dispersés entre la Somme et la Loire, que l'Anjou tomba directement sous la main des Francs. Il échut, après Clovis (511), à Clodomir, roi d'Orléans, puis au roi d'Austrasie Théodebert (534-547) et à son fils et successeur Théodebald (547-558). Clotaire, à qui la mort de ses trois frères avait donné la royauté dans toute l'étendue de la Gaule, le posséda ensuite de 558 à 561. Après avoir fait partie du domaine de Charibert, roi de Paris (561 à 567), l'Anjou passa au roi de Soissons, Chilpéric (567-584). Gontran, roi de Bourgogne, abusant de la tutelle qui lui était confiée du jeune fils de Chilpéric, Clotaire II, laissa en mourant (593) le pays annexé à son royaume sous le gouvernement de Childebert II, puis, en 596, de son fils Théodoric II ; mais, à la mort de ce dernier, en 613, Clotaire II réunit sous son autorité toute la monarchie franque. L'Anjou suivit dès lors les destinées de la Neustrie¹.

Entre temps, Juliomagus avait changé sa dénomination impériale pour prendre le nom d'Andegavia, qui, par suite d'altérations au moyen-âge, se transforma peu à peu en Angers, tandis que le pays prenait le nom d'Anjou.

Le christianisme triompha en Anjou dans le cours

1. PORT, *Introduction du Dictionnaire de Maine-et-Loire*.

du v^e siècle; dès l'année 360 saint Florent évangélisait le Mont-Glonne; saint Macaire (vers 400), saint Maurille (vers 440) et plus tard saint Maxenceul continuèrent son œuvre. Au vi^e siècle saint Maur fonda sur le territoire angevin le premier monastère soumis à la règle bénédictine¹.

On sait que les comtes (comites) furent originairement des fonctionnaires royaux. En Anjou, nous trouvons, en 543, Florus, envoyé du roi Théodebert; en 585, Théodulphe, délégué par le roi Gontran, puis en 588, Licinius, ou saint Lézin, qui devint ensuite évêque d'Angers. Au viii^e siècle, Rainfroy, maire du Palais de Neustrie, vaincu par Charles-Martel, obtint du vainqueur, avec son pardon, le gouvernement de l'Anjou (724). Un peu plus tard, le légendaire Roland (vers 778) et après lui Auturle (786) gouverneurs des marches de Bretagne, défendirent le territoire angevin contre les incursions des Bretons.

Louis-le-Débonnaire donne, en 818, l'Anjou à son fils Pépin : une trentaine d'années après, alors qu'Eudes est comte d'Anjou, les Bretons, sous la conduite de Nomenoë, envahissent le pays et occupent même Angers. Charles-le-Chauve se voit réduit à leur accorder toute la rive droite de la Loire, depuis l'embouchure de la Maine.

Un autre fléau vient dévaster l'Anjou en 853; les Normands, remontant la Loire, pillent Angers et se

1. PORT, *Introduction du Dictionnaire de Maine-et-Loire*.

répandent jusqu'en Touraine. Robert-le-Fort, à qui certains auteurs attribuent une origine saxonne¹, est nommé par Charles-le-Chauve « missus » dans le Maine, l'Anjou, la Touraine et le Perche. Il lutte énergiquement contre les Normands et périt glorieusement en 886 sur le pont de Brissarthe. Il fut la tige des Capétiens; ses deux fils, Eudes et Robert, furent appelés successivement au trône de France, en 887 et en 922.

Eudes, devenu roi de France, laissa le gouvernement de l'Anjou, avec le titre de vicomte, à Foulques, fils d'Ingelger. Tout en reconnaissant la suprématie nominale des princes de la maison de France, Foulques s'appropriia bientôt le titre de comte (vers 929) et le transmit à ses descendants. Ce fut également vers cette époque que fut définitivement établie l'hérédité des comtes d'Anjou.

Au ^x^e siècle, Geoffroy Martel, fils de Foulques Nerra, ajouta à ses domaines le Saumurois et la Touraine. Foulques Réchin, en mariant son fils avec l'unique héritière du Maine, réunit en 1110 ce pays à l'Anjou.

Enfin, en 1127, Geoffroy V, surnommé Plantagenet, à cause du brin de genêt qu'il portait à sa toque, épousa Mathilde, fille du roi d'Angleterre Henri I. Ce mariage lui donna la Normandie, mais l'entraîna dans

1. Cette opinion est cependant combattue par M. LUCHAIRE, dans sa savante *Histoire des Institutions monarchiques de la France sous les premiers Capétiens*, t. I, pp. 2 et 4.

de terribles guerres de compétition. Néanmoins son fils monta sur le trône d'Angleterre du chef de sa mère en 1154 et y fonda la dynastie des Plantagenets.

Selon la coutume féodale, les Plantagenets devenus rois d'Angleterre, avaient conservé leurs domaines de Normandie, de Bretagne et d'Anjou, pour lesquels ils devaient foi et hommage au roi de France. C'est à ce titre que, pour cause de forfaiture, Philippe-Auguste confisqua en 1204 et déclara réunis à la couronne de France le comté d'Anjou et les autres domaines français de Jean-sans-Terre, second fils de Henri II et successeur de Richard Cœur-de-Lion. L'Anjou fut confié au sénéchal Guillaume des Roches.

En 1246, le roi de France Louis IX assigna en apanage héréditaire le Maine et l'Anjou, à son plus jeune frère, Charles. Ce dernier fit, avec les Angevins, la conquête des Deux-Siciles. La petite fille de ce prince, Marguerite, apporta en dot à Charles de France, comte de Valois, le Maine et l'Anjou. Son fils, devenu roi de France sous le nom de Philippe VI, réunit ces deux provinces à la couronne en 1328.

Érigé en comté-pairie, en 1297, l'Anjou devint duché en 1360 et fut donné en apanage par le roi Jean-le-Bon, à son second fils Louis. Le nouveau duc hérita en 1380, par l'adoption de Jeanne de Naples, des droits de la première maison d'Anjou-Sicile.

Le roi René, possesseur de l'Anjou et de la Provence, étant mort en 1480, Louis XI réunit définitivement l'Anjou à la couronne. Depuis cette époque,

il ne fut plus qu'un simple apanage réservé aux pui-
nés des rois de France, sauf de 1516 à 1531, où il fut
donné à titre de douaire par François I^{er} à Louise de
Savoie sa mère. En 1619, Louis XIII attribua à Marie
de Médicis le gouvernement de l'Anjou.

Le protestantisme eut dans la province angevine
de puissantes attaches. En 1502, les Huguenots
s'étaient emparés de la ville d'Angers, mais n'avaient
pu forcer le château, héroïquement défendu par la
garnison. Saumur fut longtemps la citadelle du pro-
testantisme en Anjou ; Duplessis-Mornay en avait
fait, pendant la Ligue, un inexpugnable refuge pour
ses coreligionnaires.

On peut citer parmi les princes apanagistes qui
portèrent le titre de duc d'Anjou : le fils de Louis XIII,
Philippe, bientôt après duc d'Orléans ; les deux fils
de Louis XIV, Philippe de France et Louis-François
de France, et, enfin, le frère de Louis XVI qui,
ensuite comte de Provence, devint le roi Louis XVIII.

Lorsqu'en 1790 on procéda à la réorganisation poli-
tique et administrative de la France, l'Anjou devint
le département de Maine-et-Loire. Mais la totalité de
la province n'entra pas dans le nouveau département ;
un territoire assez étendu, à l'angle Nord-Ouest, le
Graonnais, fut incorporé à la Mayenne (arrondissement
de Châteaugontier). Deux autres petites parcelles
furent réunies aux départements de la Sarthe (cantons
de Sablé, de la Flèche et du Lude) et d'Indre-et-Loire
(canton de Bourgueil).

CHAPITRE II

Géographie de la Coutume d'Anjou.

Il est souvent difficile de préciser exactement la délimitation des anciennes circonscriptions judiciaires ; on manque généralement de documents précis ; les anciens magistrats eux-mêmes n'avaient pas de notions absolument certaines et concordantes pour bien délimiter le ressort de leur juridiction, témoin les discussions qu'on retrouve fréquemment à ce sujet dans les procès-verbaux de la rédaction des Coutumes¹. Nous allons essayer cependant d'établir les limites des circonscriptions judiciaires de l'Anjou.

Il suffit de jeter les yeux sur une carte des anciennes provinces pour se rendre compte que l'Anjou se trouvait bien au Nord de la ligne de partage des pays coutumiers et de Droit écrit, tracée par Klimrath. L'Anjou, en effet, est un pays coutumier par excellence.

1. D'ESPINAY, *La sénéchaussée d'Anjou*, p. 1.

En examinant les limites de la sénéchaussée d'Anjou, nous aurons donné par là-même celles de la Coutume qui étaient à peu près identiques.

Vers la fin du xv^e siècle, la sénéchaussée d'Anjou, séparée du bailliage de Touraine, de la sénéchaussée du Maine et du siège royal de Loudun, avait les limites suivantes¹ : au Nord, elle s'étendait bien au-delà du département actuel de Maine-et-Loire, et comprenait : les cantons du Lude et de la Flèche, plus quelques communes de celui de Sablé, dans la Sarthe ; ceux de Bierné, Craon, Châteaugontier, Cossé-le-Vivien et Saint-Aignan sur Roë (c'est-à-dire l'arrondissement actuel de Châteaugontier presque tout entier), dans la Mayenne.

A l'ouest, la limite correspondait à peu près exactement à celle qui sépare le département de Maine-et-Loire de celui de la Loire-Inférieure. Il existait une Marche commune à la Bretagne et à l'Anjou² ; elle

1. Voir l'étude de M. D'ESPINAY, déjà citée, *La sénéchaussée d'Anjou*, p. 21 et suivantes.

2. « Les Marches communes ou séparantes appartenaient aux deux pays à la fois, ressortissant au point de vue féodal à l'un et à l'autre, suivant tantôt la coutume du premier, tantôt celle du second, et formant en définitive entre eux une véritable zone indivise, dotée d'une condition juridique très particulière. » CHÉNON, *Les Marches séparantes d'Anjou, Bretagne et Poitou* (avec carte), *Nouvelle Revue historique*, année 1892, p. 18.

La législation à suivre dans les marches communes était fort discutée. Parmi les nombreux systèmes, le plus généralement adopté était celui de Hulin, procureur fiscal à Tiffauges ; il était fort compliqué et laissait même à désirer en partie. M. Chénon remarque qu'on eût pu le corriger en le réduisant en même temps

comprenait les paroisses de la Rémaudière et de la Boissière-du-Doré (actuellement dans le canton du Loroux (Loire-Inférieure). Les Hautes Marches et les Basses Marches de Mauges étaient avantageuses à l'Anjou sur la Bretagne.

Au sud, entre l'Anjou et le Poitou, s'étendaient les Marches communes à ces deux provinces ; elles formaient deux groupes.

Le groupe occidental comprenait : Montigné, Rousay, Saint-André de la Marche, Saint-Macaire, le May, la Séguinière, la Romagne, Torfou, le Longeron, Evrunes, Saint-Christophe du Bois, la Tessoualle, Saint-Pierre des Eschaubrognes, le Puy-Saint-Bonnet, Saint-Hilaire de Mortagne (pour partie). On trouvait dans le groupe occidental : 1° La petite Marche, formée du Puy-Notre-Dame et de Saint-Hilaire de Rillé, et 2° La grande Marche, avec Massay, Cersay, Bouillé-Saint-Paul, Bouillé-Loretz, Saint-Macaire du Bois, le Vau-de-Lenay, Saint-Martin de Sanzay, Bagneux, Argenton-l'Église, Brion, Sainte-Verge, Louzy, Saint-Cyr-la-Lande, Tourtenay, Saint-Martin de Mâcon, Saint-Léger de Montbrun¹.

La limite, à partir de ce point, était à peu près celle qui sépare actuellement le Maine-et-Loire de la Vienne ; elle comprenait : Montreuil-Bellay, Antoi-

en une formule plus simple. La condition des habitants des Marches, tirillés en quelque sorte entre les deux provinces, était très malheureuse. Voir CHÉNON, *op. cit.*

1. CHÉNON, *op. cit.*, pp. 42 à 44.

gné, Méron, Brézé, Saint-Cyr (pour partie), Fontevrault, et, en outre, les paroisses de Couziers, Lernay, Thizay, Seuilly et Cinais, actuellement en Indre-et-Loire¹.

Au sud de cette ligne s'étendait le Loudunais, distrait de l'Anjou par Louis XI; à l'est et au sud du Loudunais, le Richelais et le Mirabelais formaient avec Moncontour une enclave située dans le Poitou et la Touraine, mais dépendant cependant de la sénéchaussée d'Anjou².

La limite de l'Anjou, à l'est, comprenait Varennes-sous-Montsoreau, Allonnes, Brain, Parçay, Meigné, Chalonnes, Broc, aujourd'hui en Maine-et-Loire; Continvoir, Gizeux, Savigné, Marcilly, Rillé, Saint-Georges d'Hommes. en Indre-et-Loire. Les paroisses de Bourgueil, Chouzé, la Chapelle-Blanche, Restigné et Benais, rattachées au gouvernement militaire de Saumur, ne faisaient pas partie de la sénéchaussée d'Anjou, bien qu'elles dépendissent du diocèse.

Il est facile de voir d'après cet exposé que l'Anjou a beaucoup perdu à l'établissement des nouvelles circonscriptions en 1790; les changements ont été, au contraire, favorables à la Touraine et au Maine.

La sénéchaussée d'Anjou, soumise à l'autorité nominale des sénéchaux héréditaires d'épée, fut divisée de bonne heure en plusieurs sénéchaussées

1. D'ESPINAY, *op. cit.*, p. 22.

2. ID., *ibid.*, p. 22.

secondaires : celles d'Angers, de Beaufort, de Saumur, de Baugé, de la Flèche et de Châteaugontier.

La Coutume d'Anjou, nous l'avons déjà dit, avait à peu près les mêmes limites que la sénéchaussée générale d'Anjou et comprenait par conséquent l'étendue des sénéchaussées particulières, bien que l'une d'entre elles, celle de Beaufort, fût considérée comme indépendante.

L'Anjou, le Maine, la Touraine et le Loudunais sont restés longtemps soumis à la même juridiction ; aussi trouve-t-on dans leurs coutumes de nombreuses dispositions communes, antérieures à la séparation et remontant par conséquent au XIII^e siècle.

Le Maine demeura jusqu'en 1508, date de la réformation de la Coutume, soumis à la même juridiction que l'Anjou ; aussi les divergences des deux Coutumes sont-elles assez peu nombreuses.

L'histoire de ces dissidences constituerait une étude intéressante, mais qui ne saurait trouver place dans le cadre restreint de notre ouvrage ; nous nous renfermerons dans l'étude de la Coutume d'Anjou proprement dite, c'est-à-dire de celle qui s'appliquait, à l'origine, aux quatre sénéchaussées précitées et finit par se circonscrire à la seule sénéchaussée d'Anjou, à la fin du XV^e ou au commencement du XVI^e siècle. Cette coutume eut plusieurs rédactions successives dont nous parlerons au chapitre suivant.

CHAPITRE III

Histoire des sources.

Les principaux monuments du droit angevin, aux diverses époques de l'histoire juridique, sont : les *Formulæ Andegavenses* ou formules angevines, les divers cartulaires d'Anjou, la *Compilatio de usibus et consuetudinibus Andegaviæ* et les *anciennes coutumes d'Anyou et dou Maigne*, qui sont des recueils sans aucun caractère officiel ; enfin, la Coutume, dont nous trouverons plusieurs rédactions successives avant d'arriver à celle qui fut effectuée officiellement en 1508, en exécution de l'ordonnance de Montil-les-Tours ; nous allons, dans quatre paragraphes distincts, passer sommairement en revue ces divers éléments ; nous mentionnerons en finissant les principaux commentateurs de la Coutume.

§ I^{er}.

Les Formules angevines.

Les « Formules angevines » sont un recueil de chartes du VI^e et du VII^e siècles, dont les noms propres ont été supprimés, afin qu'elles pûssent servir de modèles, pour la rédaction des actes. Ce fut Mabillon qui, au XVII^e siècle, découvrit au couvent de Weingarten, en Souabe, le manuscrit contenant les Formules angevines : il les publia d'abord dans ses « *Analecta* » puis plus tard dans son ouvrage sur la *Diplomatique*¹. Ces formules ont été de nos jours éditées avec plus de soin et d'exactitude par M. de Rozières et par M. Zeumer².

On a beaucoup discuté pour établir la date exacte de ce célèbre recueil ; les formules 1 et 34 sont datées de la quatrième année du règne de Childebert ; mais il est difficile de savoir auquel des monarques de ce nom se rapporte cette date. M. Esmein, dans son *Histoire du droit français*, penche pour Childebert I^{er} ; d'autres auteurs, comme Ginouilhac et Klimrath, inclinent vers Childebert III³. Quoiqu'il en soit de leur date précise, ces formules sont particulièrement

1. GUÉTAT, *Histoire du Droit, période franque*, p. 106 et suivantes.

2. *Form. Merov. et Carol.* xvi, 1886.

3. KLIMRATH, *Travaux sur l'histoire du Droit français*, t. I, p. 336.

intéressantes, en raison de leur ancienneté même, pour l'histoire du droit de la période franque.

Les formules touchent à toutes les parties du droit, droit privé, administratif, matières ecclésiastiques, etc.¹. En ce qui concerne le droit privé, un certain nombre se rapporte aux donations. Citons :

Formule 55 donationes privatorum.

Formules 35, 36 donationes parentum in
filios.

Formule 45 donationes ad loca sanc-
torum.

Formules 1 § 3, 53, 39, 34 § 1. libelli dotis.

Formules 40, 34 § 2. . . . donationes inter virum
et uxorem.

La formule 54 (pactum inter parentes) touche au droit successoral proprement dit.

§ II.

Les cartulaires angevins.

Les cartulaires sont les seuls documents que l'on puisse trouver dans la période si obscure qui s'étend du démembrement de l'empire de Charlemagne au règne de saint Louis. On sait que les évêques, les abbés, les chapitres, parfois même les seigneurs laïques faisaient transcrire sur des registres spéciaux

1. GLASSON, *Histoire du Droit*, t. II, p. 221 et suivantes.

(cartularia) les copies des actes, chartes et diplômes relatifs à leurs domaines. Les archives d'Anjou possèdent plusieurs cartulaires d'un grand intérêt. Les riches abbayes de l'Anjou en renfermaient, en effet, de très précieux ; malheureusement, plusieurs de ces documents ont été détruits pendant la Révolution ; le cartulaire de l'église cathédrale d'Angers fut brûlé le 30 novembre 1793 devant le temple de la Raison, avec 337 autres liasses ou registres provenant des chartriers de l'Évêché, du chapitre et de plusieurs autres communautés situées dans la ville¹. Il reste néanmoins encore la copie ou l'original d'un certain nombre de cartulaires ; on peut citer : la copie du Livre noir de Saint-Florent de Saumur (l'original a été volé vers 1823 aux archives de Maine-et-Loire²), les cartulaires des abbayes de Fontevrault et de la Trinité de Vendôme, le cartulaire de Saint-Serge, ceux de Saint-Maur sur Loire et des abbayes de Saint-Aubin et de Saint-Nicolas d'Angers.

Plusieurs de ces documents ont été édités par M. Marchegay, le distingué archiviste du département de Maine-et-Loire, dont M. Célestin Port a, depuis, rempli la place avec tant de science et d'érudition. On peut citer parmi les beaux travaux de M. Marchegay, la publication des Cartulaires de l'abbaye de Fontevrault et de la Trinité de Vendôme : c'est à lui que l'on doit également la reconstitution du Livre Noir

1. *Archives d'Anjou*, par MARCHEGAY, t. I^{er}, p. 190.

2. *Ibid.*, p. 227.

de Saint-Florent de Saumur, dont la perte avait semblé un irréparable dommage pour les archives angevines.

§ III

**Les anciennes coutumes d'Anyou et dou Maigne.
La Compilatio de usibus et consuetudinibus Andegaviae.**

Les deux plus anciens textes coutumiers d'Anjou sont : la « Compilatio de usibus et consuetudinibus Andegaviae », et les anciennes « coutumes d'Anyou et dou Maigne » il précèdent d'environ deux siècles la rédaction de 1411¹. Ces deux textes n'ont rien d'officiel : ce ne sont en réalité que de simples collections de décisions judiciaires, ou d'enquêtes par tourbes, recueillies au jour le jour par quelque jurisconsulte². On n'y trouve d'ailleurs ni ordre, ni méthode.

Le texte des coutumes compte 177 articles ; la compilatio de usibus en renferme 113. Bien qu'une grande obscurité règne sur leur origine, et que des caractères communs s'y révèlent, on doit les considérer,

1. D'après M. VIOLLET (*Les Établissements de Saint-Louis*) les anciennes coutumes remonteraient à l'année 1246 ; et l'on devrait y voir plutôt une coutume de Touraine-Anjou.

M. BEAUTEPS-BEAUPRÉ (*Coutumes d'Anjou*, t. I, p. 40), tout en reconnaissant que ce recueil date du XIII^e siècle, déclare qu'il est impossible de déterminer exactement l'époque précise de sa rédaction.

2. D'ESPINAY, *La Coutume d'Anjou en 1411*, p. 3.

semble-t-il, comme deux recueils indépendants, sans aucun lien entre eux. « Il est probable, dit M. d'Espinay¹, que chacun des auteurs a recueilli de son côté ce qu'il avait vu et entendu, sans avoir eu connaissance de l'autre ouvrage ».

La *Compilatio de usibus* a eu moins d'influence que le texte des « coutumes ». Tandis, en effet, que le premier de ces deux recueils est resté isolé, le second, au contraire, constitue le fonds d'une partie des *Établissements de Saint-Louis*, et des « coutumes glosées d'Anjou et du Maine ».

On reconnaît presque universellement aujourd'hui², grâce aux savants travaux de M. P. Viollet, que le livre I^{er} des *Établissements de saint Louis*, du chapitre 10 au chapitre 173, n'est que le texte des « anciennes coutumes » qui, d'après lui, seraient plutôt d'ailleurs une coutume de Touraine-Anjou, auxquelles sont ajoutées des références et des interpolations, souvent parasites, tirées du droit romain et du droit canon³.

Les *coutumes glosées d'Anjou et du Maine* sont une reproduction, avec gloses séparées du texte, des « anciennes coutumes⁴ ». Les articles se suivent

1. D'ESPINAY, *La Coutume d'Anjou en 1414*, p. 4.

2. POCQUET DE LIVONNIÈRE (*Coutumes du pays et duché d'Anjou*, édition de 1723, t. I, col. 4) avait déjà admis cette hypothèse, mais il l'étendait à tort à la totalité des *Établissements de Saint-Louis*.

3. VIOLLET, *les Établissements de saint Louis*, t. I, p. 8 et 22. — Voir aussi BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *op. cit.*, t. I, p. 2 et suivantes.

4. Il est probable que l'auteur des coutumes glosées a connu les *Établissements*, car il reproduit plusieurs des interpolations

dans le même ordre : les gloses sont souvent fort longues et ne sont pas de simples renvois ou développements ; on y trouve souvent des décisions nouvelles complétant et parfois même modifiant profondément l'ancien droit relaté dans le texte ; les « Coutumes » étant en effet un simple recueil de décisions judiciaires, il était évident, comme le dit M. D'Espinay¹, que les dispositions de ce recueil pouvaient et devaient forcément être changées par des décisions contraires.

§ IV.

La Coutume rédigée et ses commentateurs.

La première rédaction offrant un caractère officiel date de 1394 ; les Grands Jours d'Anjou, du Maine et du Loudunois, tenus à Angers, édictèrent des « Corrections » aux Anciennes Coutumes². Mais ces corrections, ne portant que sur la procédure, laissèrent de côté le droit civil proprement dit, le droit féodal et le droit criminel³.

En 1411, les Coutumes d'Anjou et du Maine furent

de ce dernier ouvrage (voir VIOLLET, *op. cit.*, t. I, p. 373). — M. Beautemps-Beaupré assigne aux coutumes glosées la date de 1385.

1. D'ESPINAY, *La Coutume d'Anjou en 1411*, p. 5.

2. Le titre exact est *Corrections des Coutumes et usaiges d'Anjou et du Maine*.

3. D'ESPINAY, *id.*, p. 6.

compilées par les savants praticiens des deux provinces, assemblés à Plessis-les-Tours¹. Un peu plus tard, en janvier 1463, René, roi de Sicile et de Jérusalem, duc d'Anjou, fit faire par les officiers d'Anjou une rédaction corrigée de la Coutume ; enfin, en 1508, les trois États de la Sénéchaussée, assemblés en vertu de lettres patentes du roi Louis XII, données à Blois le 2 septembre et adressées à M^{es} Thibault Baillet, président, Jean Lelièvre, conseiller au Parlement et Roger Barme, avocat du roi, arrêtaient la rédaction définitive² ; l'assemblée générale se réunit le 28 septembre au réfectoire du couvent des Cordeliers d'Angers : les discussions ne durèrent que quelques jours seulement³.

Ce fut à ce moment que le Maine cessa de dépendre de la Coutume d'Anjou et eut une Coutume particulière, n'offrant, d'ailleurs, avec la première que des divergences peu importantes.

Le 8 mars de l'année 1509, les Coutumes d'Anjou furent déposées au greffe de la Cour du Parlement⁴.

1. POCQUET DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 5. — Le titre, d'après le manuscrit publié par M. BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, est : *Coustumes et stilles observés es pays d'Anjou et du Maine*.

2. POCQUET DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 2. Voir aussi Jean HIRÉ, *Des Antiquités d'Anjou*, édit. de 1618, p. 469.

3. D'ESPINAY, *La Réforme de la Coutume d'Anjou en 1508*, p. 6 et 7.

4. P. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 2. — L'impression en fut concédée pour deux ans, par privilège du roi, le 23 mars 1509, au greffier de la Sénéchaussée, Jean Dabert, qui avait dressé la minute originale (C. PORT, *Dictionnaire historique, géographique et bibliographique du Maine-et-Loire*. Introduction, p. xix).

Cette rédaction demeura jusqu'à la fin du siècle dernier la règle du droit angevin ¹.

Les principaux commentateurs de la Coutume ² furent : d'abord, François Mingon, qui écrivit en 1530, quelques années seulement après la rédaction de 1508 ; puis René Choppin, né en 1537, échevin d'Angers (*Commentaire sur la Coutume d'Anjou*) ; Gabriel de la Roche-Maillet (*Coutumes du pays et duché d'Anjou* (1633) ; Dupineau, échevin et maire d'Angers, auteur d' « *Observations, questions et réponses sur aucuns articles de la Coutume d'Anjou* (1646) ; Touraille, avocat au Présidial (1651) ; Pocquet de Livonnière, conseiller au Présidial d'Angers. Ce célèbre jurisconsulte consacra à la Coutume de sa province natale ses « *Observations sur les Coutumes du pays et duché d'Anjou conférées avec les Coutumes*

1. Des lettres patentes du roi Henri II, du 12 février 1558, portent que les commissaires royaux de Thou, Faye et Viole devront se rendre à Angers pour y procéder à la réforme des Coutumes redigées précédemment. Les procès-verbaux de ces Coutumes étaient chargés de plusieurs renvois à la Cour du Parlement, et, en outre, des différends étaient nés sur l'interprétation des articles. La mort de Henri II survint avant l'exécution de ces lettres et, malgré le renouvellement qu'en fit François II le 24 juillet 1559, les Coutumes d'Anjou ne furent pas réformées. KLIMRATH, *Étude sur les Coutumes, dans les Travaux sur l'histoire du Droit français*, t. II, p. 157.)

2. On trouve, bien avant la rédaction de 1508, des ouvrages non officiels, reproduisant en le commentant le texte de la Coutume alors en vigueur. — Voir, dans BEAUTEMPS-BEAUPRÉ, *Coutumes d'Anjou et du Maine selon les Rubriques du Code* (1437), par Claude LIGER. — *Usaiges et Coutumes du pais d'Anjou* (date incertaine, entre 1437 et 1458). — *Usaiges et stilles du pais d'Anjou* (1463).

voisines » (1725)¹. Parmi les commentateurs postérieurs, on peut citer : Durson (1733), de Saint-Vast (1777), Trottier (1783). Le livre de Pocquet de Livonnière est le meilleur guide que l'on puisse trouver pour l'étude de notre Coutume.

De nos jours, deux magistrats distingués, MM. d'Espinau et Beauteemps-Beaupré, ont également, dans de savants ouvrages, étudié la Coutume d'Anjou ; on doit au premier de très intéressantes monographies, et, au second, une édition complète et vraiment « définitive » des textes de la Coutume.

1. POCQUET DE LIVONNIÈRE cite parmi les commentateurs qui le précédèrent, outre ceux que nous avons signalés : De Lancrau, président au Présidial d'Angers ; Pierre de Laguette, avocat au même siège ; François Le Febvre, avocat du roi ; Pierre de la Marqueraye et Jacques Taluau, avocats.

PREMIÈRE PARTIE

LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS

Le principe romain qui appelait tous les enfants à la succession paternelle et maternelle sans distinction, ni de sexe ni de primogéniture, paraît avoir prévalu en Gaule malgré la conquête barbare. On voit dans les Formules du VI^e au X^e siècle qu'alors même que les filles n'étaient pas admises au partage, celui-ci se faisait par parts égales entre les fils du défunt¹.

Mais quand les lois de personnelles furent devenues territoriales² et que la féodalité naissante eut commencé son œuvre créatrice d'une société nouvelle, il s'éleva un nouveau droit successoral fondé (au moins quant aux biens nobles) sur le droit de l'aîné, et pré-

1. Voir dans les *Formulæ andegavenses* la form. 54 (pactum inter parentes). — D'ESPINAY, *Les Cartulaires angevins*.

2. Du IX^e au XI^e siècle.

sentant de profondes différences, d'une coutume à l'autre, sur l'étendue de ce droit.

Nous étudierons d'abord les principes communs aux divers ordres de successions ; dans le chapitre suivant nous examinerons les caractères particuliers des successions nobles et roturières ; le chapitre III sera consacré aux rapports, au partage et au paiement des dettes ; le quatrième, à certaines successions particulières ; enfin, dans un appendice, nous dirons quelques mots du douaire et du droit successoral des époux entre eux.

CHAPITRE I

Principes communs à toutes successions.

Il convient d'observer tout d'abord que les successions s'ouvrent par la mort naturelle ou par la mort civile ; cette dernière peut être volontaire, comme pour les religieux profès¹, ou forcée, lorsqu'elle est la conséquence d'une pénalité encourue (condamnation à mort, au bannissement ou aux galères à perpétuité).

Le premier grand principe que nous rencontrons, principe qui domine le droit successoral coutumier (avec celui de la prohibition de l'institution d'héritier), est celui de la saisine. Le mort saisit le vif, son plus proche héritier habile à lui succéder. La Coutume d'Anjou s'explique à ce sujet dans les termes suivants :

« Cette saisine donne, même sans appréhension de fait, la complainte dans l'an et le jour. Après ce

1. *Coutume d'Anjou*, art. 249.

temps, il faut la possession de fait jointe à la saisine¹. » Observons sur ce dernier point qu'exception était faite en faveur des personnes en impuissance d'agir : mineurs, insensés, femmes mariées ; la saisine, pour ces incapables, durait encore un an et un jour après la suppression de l'obstacle qui arrêtaient l'exercice de leurs droits².

La saisine existait également en faveur des exécuteurs testamentaires, qui la possédaient l'an et le jour, à l'égard des meubles et acquêts ; en l'absence de meubles et acquêts, leur droit s'exerçait sur le tiers des propres³. Cette saisine donnée aux exécuteurs testamentaires fut un effet de la réforme de 1508 ; la Coutume de 1411 ne la leur accordait pas⁴. Leur saisine, d'ailleurs, n'excluait pas celle des héritiers, et, l'an et le jour passés, ceux-ci restaient seuls saisis.

Le second grand principe qui se détache de notre étude est celui de la représentation. Elle avait lieu à l'infini, en toutes successions, nobles ou roturières, en ligne directe comme en ligne collatérale : « La représentation a lieu audit pays, dit notre Coutume, tant qu'on peut trouver, nommer et montrer son lignage⁵. »

1. Art. 272.

2. Art. 272.

3. Art. 274. Les exécuteurs testamentaires étaient, d'ailleurs, tenus de faire l'inventaire des meubles. (POCQUET DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. I^{er}, col. 844.

4. D'ESPINAY, *La Réforme de 1508*, p. 30.

5. Art. 225.

On connaît les effets de la représentation : les représentants entrent dans le degré, dans la place du représenté et prennent la part qui lui revient; ils partagent cette part entre eux comme s'ils la tenaient par voie de succession¹; lorsqu'une personne renonce, ses enfants ne peuvent la représenter; si, cependant, nous supposons deux enfants ayant eux-mêmes des descendants et que les premiers renoncent, les seconds, qui ne sont qu'au deuxième degré, succèdent, non comme héritiers du premier degré, mais par souches².

Lorsqu'on succède par représentation, la Coutume décide qu'il n'y a qu'une seule mutation, bien que les héritiers soient du deuxième ou du troisième degré³. C'est un effet du principe qui met le représentant à la place et dans les prérogatives du représenté.

Suivant en cela le droit commun coutumier, l'article 271 décide que l'institution d'héritier est interdite; selon ses expressions : « Institution d'héritier n'est observée et n'a lieu audit pays. » Toutefois, comme dans la plupart des Coutumes, on admettait qu'elle vaudrait en tant que legs⁴.

Les héritiers, saisis par la loi, pouvaient accepter ou renoncer; la renonciation expresse était-elle nécessaire? Contrairement à l'opinion de Dupineau,

1. Art. 223.

2. DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. I^{er}, col. 571.

3. *Id.*, col. 585.

4. DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. I^{er}, col. 822.

Pocquet de Livonnière soutient que la renonciation peut être tacite ¹.

Entre la renonciation et l'acceptation, le Droit romain avait établi un troisième parti, le bénéfice d'inventaire. On sait que, généralisée dans la France coutumière vers le xiv^e siècle, l'acceptation bénéficiaire nécessitait des lettres de chancellerie, pure mesure fiscale dont les pays de Coutume demandèrent en vain la suppression en 1614 ².

Il pouvait arriver à l'héritier désigné par la loi de se voir exhéredé ; sans parler, en effet, d'une cause d'exhéredation spéciale aux filles nobles, et que nous mentionnerons au chapitre suivant, nous voyons que l'article 271 autorise l'exhéredation « ès cas permis de droit ». D'après Pocquet de Livonnière ³, ces causes sont celles indiquées dans la nouvelle 115, chapitre 3 ; il y ajoute les cas prévus par l'ordonnance de 1556, contre les enfants qui perdent le respect qu'ils doivent à leurs père et mère, et qui se marient avant l'âge de 25 ans sans leur consentement ; enfin, relevant une observation de Dupineau, il fait remarquer que l'Édit de Nantes ayant été aboli, l'hérésie est devenue une juste cause d'exhéredation.

Nous devons dire encore que l'héritier présomptif acquéreur ou donataire ne peut, vis-à-vis de ceux qui ont des droits sur l'immeuble, prescrire par cinq

1. DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. 1^{er}, col. 1134.

2. GLASSON, *Le Droit de succession au moyen âge*, p. 80.

3. DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. 1^{er}, col. 823.

ou dix ans¹ ; seule, la prescription trentenaire peut le libérer ; comme le dit la Coutume, il serait, en effet, à craindre que la donation ou la vente n'ait été faite dans un but de fraude, préjudiciable aux droits des tiers.

Vis-à-vis de ses co-héritiers, l'héritier présomptif ne peut prescrire avant l'ouverture de la succession ; la raison en est que les autres frères et sœurs n'ont pas eu à agir pendant la vie du *de cuius*, qui était libre de laisser à qui bon lui semblait l'administration de ses biens².

Nous verrons enfin, en étudiant les règles du rapport, un autre principe commun à toutes successions, en vertu duquel nul ne peut réunir les qualités d'héritier et de donataire d'une même personne.

1. Art. 423 et 424.

2. Art. 423.

CHAPITRE II

Principes particuliers aux successions nobles et roturières.

Notre chapitre sera divisé en cinq paragraphes : les deux premiers traiteront des successions allodiales et féodales au début du Moyen-Age, d'après les Chartes Angevines ; les deux suivants seront consacrés aux successions nobles et roturières directes, d'après la Coutume ; le dernier enfin, aux successions collatérales, tant nobles que roturières.

§ I^{er}.

Des successions allodiales, d'après les Chartes Angevines.

Le très ancien droit franc excluait les filles de la succession de la terra salica, mais ce système ne tarda pas à être modifié ; les chartes Angevines des ix^e, x^e et xi^e siècles nous montrent souvent des

femmes succédant aux alleux, et les transmettant héréditairement à leurs enfants¹. M. d'Espinay cite à ce sujet une charte du Ronceray et une charte de Saint-Aubin, où l'on voit des maris réclamer des biens du chef de leurs femmes².

L'égalité de partage fut ainsi maintenue dans la Gaule franque : toutes les formules du vi^e au x^e siècle nous montrent le partage se faisant par parts égales entre les fils du défunt³. Au x^e et xi^e siècles, il en était encore de même pour les alleux, mais non plus pour les fiefs, à l'égard desquels s'était créé un régime successoral particulier.

La représentation n'était pas admise en droit germanique, même en faveur des enfants du fils prédécédé, et l'on sait que le capitulaire de Childebert (595), établissant la représentation, ne fut guère observé en pratique. En Anjou cependant, nos Chartes prouvent que la représentation fut de très bonne heure en usage⁴.

Ce fut l'influence du droit canonique qui fit exclure les bâtards de la succession ; mais, à l'origine, le père pouvait les appeler par testament à recueillir leur part héréditaire.

Pendant longtemps les ascendants furent admis à succéder aux alleux⁵ ; l'exclusion que prononçait

1. D'ESPINAY, *Les Cartulaires Angevins*, p. 215.

2. *S. Mariae andegav.*, cap. 32, *S. Albini*, f^o 119.

3. D'ESPINAY, *Les Cartulaires Angevins*, p. 218.

4. *Id.*, *ibid.*, p. 220.

5. *Id.*, *ibid.*, p. 222.

contre eux le système féodal fut d'abord limité aux fiefs.

A défaut de parents, le seigneur recueillait l'héritage vacant ; le serf ne pouvait tester au préjudice de son seigneur ; il lui était permis seulement de laisser cinq sols pour le salut de son âme¹, mais l'homme libre pouvait disposer de son bien par donation ou par testament.

Les terres soumises au cens avaient le même régime successoral que les alleux².

Si l'égalité de partage était, comme nous l'avons vu, la règle au moyen-âge pour les alleux, c'est que les raisons qui avaient fait établir le droit d'aînesse pour les fiefs n'existaient pas à leur égard. Ce fut au XIV^e siècle qu'on vit apparaître la distinction des alleux nobles et des alleux roturiers³. Dès lors les premiers furent partagés suivant le système des successions nobles ; il y eut en Anjou à ce sujet quelques controverses dont Pocquet de Livonnière a fait l'exposé⁴ ; mais l'opinion contraire ne put prévaloir⁵.

1. GLASSON, *Le Droit de succession au moyen-âge*, p. 69.

2. D'ESPINAY, *op. cit.*, p. 223.

3. Voir CHÉNON, *Histoire des alleux en France*, p. 79.

4. DE LIVONNIÈRE, *Traité des fiefs*, p. 563 et suivantes.

5. Remarquons que l'Anjou était, en cette matière, une coutume *censuelle*, admettant la règle « nul alleu sans titre », c'est-à-dire la maxime « nulle terre sans seigneur », à titre de présomption *juris tantum*, admettant la preuve contraire (Voir CHÉNON, *op. cit.*, p. 112 et 136).

La Coutume d'Anjou parle dans son art. 140 (Rédaction de 1303) de la terre tenue en franc-alleu.

Par une anomalie singulière, l'alleu en Anjou se trouvait soumis

§ II.

Des Successions féodales d'après les Chartes angevines.

Développement du droit d'aînesse en Anjou.

La concession des Chartes d'investiture faisait la loi des parties en cette matière, au début de la féodalité. On trouve des fiefs viagers jusqu'au XII^e siècle¹, parfois le fief ne passait qu'à deux ou trois générations seulement.

Le capitulaire de Kiersy-sur-Oise (en 877) avait sans doute reconnu l'hérédité des fiefs, mais somme toute, ce furent, plus que des lois positives, le temps et la force même des choses qui l'établirent définitivement². Au XI^e siècle le plus grand nombre, et au XIII^e, la totalité étaient héréditaires³. Ils passaient aux enfants légitimes du feudataire et à leur postérité indéfiniment; ils retournaient au seigneur concédant en cas de décès du concessionnaire sans enfants, ou d'extinction de la ligne descendante.

Quant à l'introduction du droit d'aînesse, on sait qu'elle n'est due ni au droit romain, ni au droit germanique, c'est une création des temps féodaux; cette institution eut pour source d'une part l'indivisibilité

au Droit féodal de ventes (Coutume, art. 140, *in fine*). Aussi de Livonnière pouvait-il dire à bon droit qu'il n'y a en Anjou que des alleux imparfaits (CHÉNON, *op cit.*, p. 183).

1. GLASSON, *op. cit.*, p. 15.

2. D'ESPINAY, *Les Cartulaires Angevins*, p. 228.

3. GLASSON, *loco citato*.

plus ou moins absolue du fief, et du service féodal ; d'autre part, la nécessité de maintenir l'unité dans les petites souverainetés créées par le nouveau régime ; il fut maintenu et développé, au déclin de la féodalité, dans le but de conserver la fortune des maisons nobles¹.

Il est certain que c'est à tort qu'on a voulu attribuer au droit d'aînesse en France une source anglo-saxonne. Ce droit passa de France en Angleterre avec les Normands ; mais il se fortifia et se développa singulièrement sur le sol de la Grande-Bretagne sous la vigoureuse impulsion de Guillaume le Conquérant et de ses successeurs qui organisèrent le régime d'indivisibilité des fiefs pour assurer le service militaire dans leurs possessions ; dans la suite, cette influence se fit sentir très particulièrement dans les parties de la France qui avaient quelque contact avec les Anglais². Or, nous l'avons dit, l'Anjou et l'Angleterre appartinrent longtemps aux mêmes princes, les Plantagenets ; il semble donc bien que l'on doive chercher dans cette influence l'origine du caractère particulièrement rigoureux avec lequel était organisé le droit d'aînesse dans notre province, alors qu'en général on cherchait à l'affaiblir.

Cette influence anglo-normande se fait d'ailleurs sentir dans plusieurs autres provinces, pour la plupart possessions des Plantagenets, on peut citer : la

1. D'ESPINAY, *Féodalité et droit civil*, p. 244.

2. Voir GLASSON, *op. cit.*, p. 19, et PLANIOL, *L'Assise au comte Geffroy*, Nouvelle Revue historique, 1887, p. 144.

Touraine, le Poitou, l'Orléanais, la Normandie et la Bretagne ¹. La Normandie a été considérée avec raison comme étant en France le pays par excellence du droit d'aînesse et de l'indivisibilité du fief. Quant à la Bretagne, le droit d'aînesse y fut établi en 1185 par l'assise au comte Geffroy ; or, Geffroy était un Plantegenet, fils du roi d'Angleterre Henri II et frère de Richard Cœur-de-Lion et de Jean-sans-Terre ; l'assise est manifestement une réforme d'importation anglaise, ainsi que l'a si bien montré M. Planiol ² ; l'imitation n'est pas douteuse ; elle avait d'ailleurs été déjà soupçonnée par le vieil auteur coutumier breton Hévin ³.

En Anjou, le droit d'aînesse apparaît vers le XI^e siècle : du moins M. d'Espinay cite un certain nombre d'actes qui mentionnent d'une manière précise le privilège de l'aîné ; une charte de Dommeray (1070) ⁴ nous montre l'aîné succédant seul à son père et recevant l'investiture du Seigneur dont relevait le fief. En 1064, Gérard, fils de Berlai, seigneur de Montreuil, succède à son père à l'exclusion de ses frères ⁵ ; une autre charte de Saint-Maur ⁶, de l'année 1090 environ, mentionne un fait analogue. Il semble donc

1. PLANIOL, *op. cit.*, p. 144.

2. *Op. cit.*, p. 135.

3. HÉVIN, *Consultations*, p. 497, cité par Planiol, *op. cit.*

4. *Original des Archives de Maine-et-Loire*. Voir M. D'ESPINAY, *Les Cartulaires Angevins*, pp. 231 et suivantes.

5. *Cod. niger*, n° 240.

6. *Cart. Saint-Maur*, n° 45.

bien que, dès la moitié du xi^e siècle, *en fait*, la seigneurie passait à l'aîné ; l'Anjou aurait donc précédé la Normandie et la Bretagne, et cela serait devenu la coutume au xii^e siècle.

Souvent d'ailleurs l'obligation de transmettre la tenure féodale à un seul fils était imposée par l'acte même de concession.

A défaut d'enfant mâle, la baronnie passait à la fille aînée : la loi salique ne s'appliquait pas même aux fiefs de dignité ; en Anjou, dès le xi^e siècle les femmes succédaient aux fiefs¹.

Le fils cadet était cependant admis à posséder une certaine partie du fief ; mais pour ne pas démembrer le domaine féodal, l'aîné seul était tenu vis-à-vis du seigneur suzerain de l'hommage, foi et profits : c'est la *tenue en parage*, qui avait l'avantage de maintenir vis-à-vis du seigneur dominant l'indivisibilité du fief². La Coutume d'Anjou conserva toujours la tenue en parage, et l'ordonnance de Philippe-Auguste, qui dé-

1. D'ESPINAY, *op. cit.*, p. 235.

2. L'institution du parage tient encore à une autre cause : c'était un principe général de droit coutumier que l'aîné ne pouvait succéder au cadet quand il avait reçu de lui la foi et hommage. Il y avait incompatibilité entre les deux qualités de seigneur féodal et d'héritier présomptif de la même terre. C'est certainement dans cette impossibilité où se trouvait l'aîné de se faire rendre hommage par ses cadets, s'il voulait conserver l'espoir de leur succéder, que l'on doit chercher l'une des raisons qui firent imaginer la tenue en parage, qui dispensait le cadet et ses héritiers, tant que le parage durait, de rendre hommage à l'aîné ou à ses représentants (PLANIOL, *L'Assise au comte Geffroy*, Nouvelle Revue historique, 1887, p. 673).

cidait que les puînés relèveraient directement du suzerain, ne fut jamais observée dans nos provinces¹.

Remarquons que la part du puîné était à cette époque sa propriété et passait à ses enfants ; il était donc plus favorisé qu'il ne le fut dans la Coutume moderne, qui ne lui accorda qu'un simple usufruit.

Dans l'origine, les ascendants ne succédaient pas aux fiefs ; une Charte de 1111 le prouve pour l'Anjou² ; le motif était la nécessité d'assurer le service du fief ; le seigneur reprenait la terre.

La succession collatérale ne s'établit que longtemps après la succession directe ; au début du XI^e siècle, elle n'était pas encore complètement admise ; à défaut de fils du vassal, le seigneur disposait parfois du fief au profit d'un étranger. La Charte d'investiture était à cet égard la loi souveraine. Mais bientôt la Coutume consacra définitivement le droit de succession collatérale pour les fiefs. Cet ordre de choses était devenu général à la fin du XI^e siècle³.

Ce fut au XII^e siècle que les femmes furent admises, en Anjou, à succéder aux fiefs en ligne collatérale à défaut d'enfants mâles⁴.

L'ancienne Coutume du XIII^e siècle attribuait à l'ainé la totalité de la succession collatérale, et celle de 1411 ne tempérerait la rigueur de la règle que pour

1. GLASSON, *op. cit.*, p. 49.

2. *Cartul. S. Serg.* f^o 293.

3. D'ESPINAY, *op. cit.*, p. 239.

4. ID., *ibid.*, p. 239.

les successions de frère à frère ; ce fut la Réforme de 1508 qui donna le tiers aux puînés.

Nous allons examiner maintenant dans ses détails la succession noble, telle que l'avait réglée cette Coutume.

§ III

Des Successions nobles directes d'après la Coutume.

Nous venons de le voir, la Coutume d'Anjou était une de celles où le droit de l'ainé, établi par la féodalité, sous l'influence du droit anglo-normand, s'exerçait avec le plus de rigueur : la part des cadets était fort réduite, et nous verrons que cette part était même généralement un simple usufruit. C'est grâce à ce système que se conserva la richesse des grandes familles : de nos jours encore, l'Anjou est une des contrées où la noblesse a le plus de fortune et d'influence.

En succession noble directe, le fils aîné, ou ses représentants, et, à défaut de mâles, la fille aînée ou sa représentation¹, prennent tous les meubles, les deux tiers des immeubles, et, en outre, un préciput².

1. A l'origine, l'avantage de la fille aînée était plus restreint. Il consistait seulement dans le préciput du principal manoir, et la tenue en parage par rapport aux cadettes, mais, dès le xiv^e siècle, la Coutume glosée l'assimile à l'ainé.

2. Articles de la Coutume de 1508, 222 et 227. D'après les anciennes Coutumes, l'ainé n'avait que la moitié des meubles si le défunt avait laissé une veuve après avoir été marié un an et un jour au moins (*Anc. Coutumes F.*, n° 822, t. II, p. 296).

Ce préciput consiste dans le principal « châtel, manoir, ou hébergement » avec son enclos ou jardin. Lorsque l'hébergement n'est pas forteresse, l'aîné a droit à une pièce de terre proche de la maison, jusqu'à la valeur de cinq sols tournois¹.

Le préciput se prend d'ailleurs indifféremment sur une maison hommagée ou sur une maison censive.

Lorsque les biens de la succession sont situés en diverses sénéchaussées, l'aîné prend un préciput dans chacune².

Pocquet de Livonnière remarque qu'on ne doit entendre cette disposition que des sénéchaussées établies avant la réforme de la Coutume (v. g. Saumur, Beaufort, Baugé), mais l'aîné n'aurait qu'un seul préciput si les biens étaient situés pour partie dans des sénéchaussées créées depuis 1508 (v. g. la Flèche, Châteaugontier³.)

Le colombier et le poisson des fossés entrent dans le préciput; il en est de même des abeilles et du moulin banal; cependant, les puînés ont droit à leur part des profits annuels du moulin, s'ils contribuent aux frais et réparations⁴. Le préciput ne tombe pas en partage; il en est de même d'ailleurs de la succession mobilière; ces deux droits appartiennent pour le tout à l'aîné ou à l'aînée. Nous observerons encore

1. Art. 222.

2. Art. 223 *in fine*.

3. DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. I, col. 569 et suivantes.

4. TOURAILLE, *Coutume du pays et duché d'Anjou*, édition de 1631, pp. 256 et 257.

qu'il n'y a qu'un préciput dans chaque succession : c'est en vertu de ce principe que, dans le cas où les représentants d'une fille décédée se partagent la part qu'elle aurait eue dans la succession, il n'y a pas de préciput pour l'aîné de ces représentants¹.

On voit la part immense que recueillait l'aîné : il succédait en outre, comme nous le verrons plus loin, à ses frères ou sœurs entrés en religion.

D'après la Coutume de 1411 (article 203) il avait de plus un droit de retrait sur les acquêts faits dans le fief et donnés au puîné par le père.

Examinons maintenant la part des puînés : le troisième tiers, qui leur revenait, était partagé entre eux par égales portions. Toutefois, si les filles avaient leur part en pleine propriété, les puînés mâles n'avaient la leur qu'en *bienfait*, c'est-à-dire en usufruit, la nu-propriété restant à l'aîné²; les puînés ne pouvaient donc pas être représentés, puisqu'ils n'avaient qu'un droit d'usufruit; leurs enfants ne succédaient qu'à leurs acquêts.

Ils n'y succédaient même pas d'après la Coutume de 1411. L'article 156 de cette Coutume donnait en effet à l'aîné les acquêts des puînés.

Garçons ou filles, les puînés étaient saisis de leur

1. Article 223.

2. Article 222. Toutefois, dans le comté de Vendôme, les puînés succédaient en pleine propriété (art. 231, *in fine*). A Mirebeau et à Faye-la-Vineuse, l'aîné n'avait que le préciput, et le reste des biens hommages se partageait également (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 600). C'étaient là des usages particuliers, contraires à la Coutume générale de la Province.

part sans sommation ni appréhension de fait : leur frère aîné leur devait les fruits depuis le jour de la mort du *de cujus*¹.

Il n'en était pas de même dans la Coutume de 1411 ; à cette époque, les puînés devaient faire sommation à leur aîné d'avoir à leur délivrer leur part².

La Coutume permettait cependant d'adoucir la rigueur des dispositions prises à l'égard des puînés ; le père, ou le frère aîné, pouvait leur donner leur part en pleine propriété : dans ce cas, ils pouvaient naturellement être représentés, et leur portion, constituant un propre, passait à leurs enfants³.

L'Anjou, nous l'avons dit, avait adopté la tenue en parage ; le fief était matériellement morcelé ; mais l'aîné⁴ seul était tenu de l'hommage, foi et profits vis-à-vis du suzerain, sauf son recours contre les puînés pour leur part. Ceux-ci ne lui devaient pas la foi : ils étaient co-seigneurs et pairs entre eux ; ils avaient la jouissance indivise des droits impartageables, tels que les droits de justice. Le parage n'avait lieu qu'entre nobles personnes⁵ ; il durait jusqu'à la quatrième génération, ou quatrième degré canonique.

— Lorsque l'un des puînés venait à mourir, sa part en usufruit faisait retour à la nu-propriété ; cepen-

1. Art. 234.

2. Coutume de 1411, art. 159.

3. Coutume réformée, art. 250.

4. Ou l'aînée lorsqu'il n'y avait que des filles.

5. Coutume de 1411, art. 135.

dant, lorsque tous les puînés avaient joui en commun, la part des décédés accroissait aux autres sans que l'aîné pût y prétendre¹.

Les enfants roturiers d'une mère noble partageaient son hérédité suivant les règles des successions nobles ; mais, dans ce cas, les puînés avaient la pleine propriété de leur tiers².

Si l'aîné venait à mourir sans descendants, ses frères et sœurs se partageaient sa succession ; le cadet devenu aîné prenait le préciput, les meubles et les deux tiers des immeubles, les puînés avaient alors leur tiers en propriété³ comme nous le verrons en traitant des successions collatérales.

L'article 245 prévoit le cas particulier où le noble, en mariant son fils aîné, le déclare principal héritier présomptif : il ne peut alors rien aliéner de la part que cet héritier est appelé à recueillir. La déclaration doit d'ailleurs être dûment publiée, et l'effet n'en pourrait cesser que si le noble était fait prisonnier ou tombait dans la misère. Il est libre d'ailleurs d'aliéner ce qui n'est pas compris dans la part de son aîné.

Arrivons maintenant aux dispositions particulières aux filles : nous avons vu que le droit d'aînesse existait également pour elles, à condition, bien entendu, qu'il n'y eût pas d'enfant mâle, car le fils, même plus jeune, est toujours préféré.

1. *Coutume réformée*, art. 228.

2. *Ibid.*, art. 232.

3. *Ibid.*, art. 230.

En mariant sa fille, le père noble peut lui donner le tiers de ses immeubles, alors même que ce tiers excède la part qu'elle eût été appelée à recueillir, et sans qu'elle soit tenue au rapport¹. Mais aussi, il peut lui donner moins : ne lui donnât-il qu'un « chapel de roses », selon les pittoresques expressions de la Coutume², elle ne pourra prétendre à rien, du moment qu'elle est mariée suivant sa condition, c'est-à-dire noblement. Cet usage s'appelait l'emparagement³.

Il est bien évident que, pour qu'elle fût ainsi privée de sa part héréditaire, il fallait qu'il y eût des hoirs mâles, ou leurs représentants. L'exclusion était de plein droit et n'avait pas besoin d'être stipulée⁴; la réserve, au contraire, devait l'être expressément par un rappel à succession. L'effet de l'emparagement ne s'étendait d'ailleurs pas aux successions collatérales : la fille emparagée pouvait succéder à ses frères et sœurs.

Lorsque son père l'avait mariée à un roturier, elle gardait ses droits héréditaires, à moins cependant qu'elle n'eût renoncé⁵; on sait combien ces renonciations étaient fréquentes dans notre ancien Droit.

La fille dotée et exclue pouvait donc avoir reçu plus ou moins que sa part de succession : c'était dans

1. *Coutume réformée*, art. 241.

2. Art. 241.

3. Voir DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 650 et suivantes.

4. Arrêt du Conseil du 8 août 1767. TROTTIER, *Principes des Coutumes d'Anjou*, édition de 1783, p. 115.

5. Art. 242.

les deux cas au bénéfice ou au préjudice de l'aîné, les puînés recueillaient leur portion telle qu'ils l'auraient eue sans le don fait à leur sœur¹.

Lorsque la fille noble avait été mariée, non par son père, mais par son frère et qu'elle n'avait pas eu sa légitime entière, elle avait alors le droit de demander sa part héréditaire, en rapportant toutefois ce qu'elle avait reçu ; mais il lui fallait attendre la dissolution de son mariage : car, pendant toute sa durée, ni elle, ni son mari ne pouvaient rien prétendre, alors même qu'elle n'eût pas renoncé expressément².

Il existait dans la Coutume d'Anjou une cause spéciale d'exhérédation pour les filles nobles ; d'après l'article 251, la fille noble qui avait perdu sa virginité hors mariage, avant l'âge de 24 ans³, pouvait être privée de ses droits successoraux par ses père et mère, aïeux ou aïeules, et même la Coutume de 1411, plus sévère que la Coutume réformée, déclarait que l'exclusion était, dans ce cas, de plein droit et n'avait pas besoin d'être stipulée par les ascendants⁴.

On voit qu'en matière de succession noble, la Coutume d'Anjou différait surtout des autres coutumes, principalement de celle de Paris, par la rigueur qu'elle montrait vis-à-vis des puînés, réduits à un simple

1. Art. 247.

2. Art. 244.

3. Cette restriction date du xiv^e siècle ; au xiii^e, les Anciennes Coutumes, plus absolues, ne parlent pas de la condition d'âge (VIOLETT, *Les Établissements de saint Louis*, p. 387, t. 1^{er}).

4. Coutume de 1411, art. 171.

usufruit ; de plus, le droit de l'aîné portait sur l'ensemble de la succession noble, tandis que dans la Coutume de Paris, il ne s'appliquait qu'aux fiefs. Enfin, notre Coutume étendait aux filles le privilège de l'aînesse, alors qu'à Paris les filles étaient considérées comme étant toutes puînées.

Nous ajouterons quelques mots sur les droits féodaux dus en matière de succession ; ils sont relatifs à la foi et hommage — au rachat — à l'aveu et déclaration.

1° *Foi et hommage*. — Elle devait être faite dans les quarante jours¹ ; ainsi que nous l'avons vu, l'Anjou étant une coutume de parage, l'aîné en était seul tenu ; si les puînés mâles recevaient en usufruit un fief entier, l'aîné faisait et portait la foi².

La femme, à la mort de son mari, devait la foi et hommage à raison des acquêts faits pendant la communauté³.

Lorsque des roturiers succédaient à un fonds hommagé, chacun des héritiers était tenu de l'hommage⁴.

2° *Rachat*. — C'est le droit qu'avait le seigneur de percevoir la première année du revenu du fief servant. Il n'était dû que dans les successions où il y avait *moyen*, c'est-à-dire où, entre l'héritier et le *de cujus* il se trouvait, ou il aurait pu se trouver, une personne plus proche du défunt ; dans la succession d'un petit

1. *Coutume réformée*, art. 101.

2. Art. 233.

3. Art. 294.

4. Art. 264.

enfant à son aïeul, par exemple, le père était le *moyen*¹.

L'aîné roturier qui prenait les deux tiers des biens hommages tombés en tierce foi n'exemptait pas les puînés du rachat, mais il devait les indemniser².

3° *Aveu et déclaration*. — L'aveu dû par le vassal était le détail exact de tout ce qui composait le fief servant; la déclaration due par le sujet, était la description des domaines et droits tenus à cens³. L'aveu devait être fourni dans les 40 jours après l'hommage fait; la déclaration était due lorsqu'elle était demandée⁴.

Lorsqu'un vassal venait à mourir sans avoir donné son aveu, son héritier ne pouvait être contraint d'en donner un au nom du défunt, mais il devait en fournir un de sa propre part, et payer l'amende encourue⁵.

§ IV

Des Successions roturières directes d'après la Coutume.

L'égalité dans le partage est le principe essentiel des successions roturières et nous verrons plus loin que le père n'a pas le droit, en vertu de ce principe

1. Art. 84. TROTTIER, *op. cit.*, p. 36.

2. Art. 262.

3. TROTTIER, *op. cit.*, p. 55.

4. Art. 7 et 139.

5. Art. 176.

d'« égalité parfaite » d'avantager l'un de ses enfants au détriment des autres¹. Ainsi, les meubles, les censifs, et même les biens hommages *qui sont acquêts* se partagent également entre les héritiers. La fille roturière ne peut pas renoncer à ses droits, pas plus en succession directe qu'en succession collatérale².

Lorsqu'à une mère noble succèdent des enfants roturiers, l'hérédité se départ selon les règles spéciales aux successions nobles, à la différence que les puînés ont leur portion en pleine propriété. Mais ce principe ne s'applique que pour le premier partage : s'il y en a plusieurs successifs, comme au cas de représentation, par exemple, on considère alors à chaque fois la qualité du défunt dont on recueille la part³.

Dans le cas inverse, lorsque des enfants nobles viennent à succéder à leur mère roturière, ils partagent l'hérédité roturièrement; si l'un des enfants est décédé, ses représentants succèdent à sa part comme en succession noble; toutefois, dans cette hypothèse, si l'aîné a bien tous les meubles et les deux tiers des immeubles, il n'a ni préciput, ni nu-propriété de ce qui revient aux puînés⁴.

Les biens nobles qui sont échus au de cujus *héréditairement* prennent dans la Coutume le nom de *biens*

1. Art. 260.

2. POCQUET DE LIVONNIÈRE, *Coutumes d'Anjou*, t. II, col. 1267.

3. Art. 232.

4. Art. 233.

*hommagés tombés en tierce foi*¹. Ils se partagent noblement, sauf absence de préciput pour l'aîné et pleine propriété de leur portion pour les puînés². L'aîné prend même, sans être tenu d'aucune récompense vis-à-vis des cadets, les deux tiers de la maison bâtie par le père sur le fonds hommagé ; cette maison étant alors considérée comme un accessoire du fonds³.

Le père ne peut pas priver l'aîné de son avantage en obtenant du seigneur la concession de ses biens en censives⁴.

Il peut arriver que le de cujus ait échangé des biens hommagés contre des censives et vice versa ; les biens acquis en échange seront alors regardés comme de même nature que ceux échangés⁵, mais pour le premier partage seulement ; car s'il y a des partages subséquents, on ne considère plus que la nature réelle des biens⁶.

Les puînés peuvent tenir leur portion des biens hommagés tombés en tierce foi, soit à foi et hommage, soit à cens. Dans le premier cas, leur part sera considérée dans leur propre succession comme bien hommagé ; dans le second cas, elle sera partagée roturière-

1. Il fallait qu'ils fussent restés dans la même famille pendant trois générations, et, par conséquent, il avait été rendu pour eux, *trois fois l'hommage* au suzerain.

2. Art. 235.

3. C'est du moins l'avis de Choppin : mais P. de Livonnière (*op. cit.*, tome I, col. 726) ne partage pas cette opinion.

4. Art. 258.

5. Art. 273 « échange sortit la nature du contre échange. »

6. TROTTIER, *op. cit.*, p. 121.

rement. Cette décision est fondée sur ce que dans la seconde hypothèse, le partage, qui crée leur titre, a donné aux puînés ces héritages comme censifs et non comme hommages¹.

Trottier² remarque qu'en Anjou la succession de certains nobles est traitée comme roturière; cette observation s'applique à ceux dont la noblesse venait de charges tenues à l'Hôtel de Ville d'Angers. C'est qu'en effet les familles bourgeoises angevines tenaient tellement à l'égalité des partages que lorsque Louis XI accorda en 1474 aux officiers du corps de Ville d'Angers des lettres-patentes attributives de noblesse, en leur laissant la liberté d'opter entre le partage noble et le partage coutumier, ils choisirent unanimement ce dernier mode³.

§ V

Des Successions collatérales tant nobles que roturières.

Lorsqu'une personne décède sans enfants, les biens dont se compose son héritage passent à ses plus proches collatéraux, sauf le droit reconnu aux père et mère du défunt de recueillir les meubles en pleine propriété, et les immeubles en simple usufruit, la

1. TROTTIER, *op. cit.*, p. 126.

2. *Op. cit.*, p. 103.

3. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 715.

nu-propriété demeurant dans ce cas aux collatéraux¹; lorsque le père ou la mère vient à mourir, son usufruit n'accroît pas au survivant, mais se réunit à la nu-propriété².

Ce droit n'existe d'ailleurs pas en faveur des aïeux ou aïeules, ce qui constitue une disposition très originale et spéciale à la Coutume d'Anjou. En dehors du cas prévu par l'article 270, la règle, nous l'avons dit, est que la succession passe aux plus proches parents collatéraux; la représentation est admise à l'infini comme en ligne directe.

Il y a deux sortes de successions collatérales : 1° celles où les héritiers sont liés au défunt du côté de son père *et* de sa mère (c'est-à-dire sont ses frères ou sœurs germains); 2° celles où les héritiers ne sont liés au défunt que d'un seul côté.

Lorsque les héritiers sont les frères ou sœurs du défunt, ou leurs représentants, les règles sont, en succession roturière, les mêmes qu'en ligne directe³ : Chacun des frères et sœurs forme une souche; en succession noble, la seule différence avec la dévolution directe est que les puînés recueillent leur part en pleine propriété : rappelons aussi que les effets de l'emparagement ne s'étenaient pas aux successions collatérales.

Sous l'empire de la Coutume de 1411 le droit

1. Art. 270.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 158.

3. Art. 263.

d'aînesse était plus absolu encore en ligne collatérale qu'en ligne directe; l'article 155 de cette Coutume disposait en effet que l'aîné prendrait tous les biens provenant d'hérités collatérales (à l'exception toutefois des successions de frère à frère), les puînés mâles n'y succédaient pas. Seules les filles recueillaient un tiers en pleine propriété. Lorsqu'il n'y avait pas de fils, la fille aînée prenait les deux tiers et laissait le troisième tiers à ses cadettes.

Il n'y avait que dans les successions de frère à frère que les puînés avaient leur part, dans la proportion même que la Réforme de 1508 étendit à toutes les successions collatérales.

Nous devons dire encore comment se partageaient les meubles et acquêts, lorsqu'il y avait des enfants germains et d'autres consanguins ou utérins; on admettait généralement que les premiers recueillaient doublement, en raison du double lignage. Il ne pouvait pas y avoir de difficulté pour les propres, en raison de la règle *paterna paternis, materna maternis*, qui trouvait là son application.

La seconde espèce de successions collatérales est celle où les plus proches parents ne tiennent au défunt que par un seul côté, les uns par le père, les autres par la mère; on applique alors la règle *paterna paternis, materna maternis*¹; chaque ligne se compose

1. Tous les historiens jurisconsultes ont cherché à connaître la source de la règle *paterna paternis*; les uns la font venir du droit romain, d'autres du droit germanique ou du droit celtique; d'autres

des plus proches parents du défunt, du côté de son père ou de sa mère.

Les meubles et acquêts se partagent également entre les deux lignes¹; il y a pas de subdivision ou refente entre les héritiers de la même ligne; le premier partage fait, la moitié afférente à chacune va au plus proche en la ligne²; s'il se trouve des parents également proches, ils concourent; dans ce cas la question était très agitée de savoir si la division devait se faire par moitié seulement, ou par égales portions entre toutes les souches représentées. Le second système était plus généralement adopté, bien que les arrêts du Parlement se partageassent sur ce point³. En effet, après le premier partage, il n'y a plus ni branche, ni côté, mais la seule proximité: or, ici, elle est égale; il faut donc donner également à chaque souche⁴.

Tel était le système suivi pour le partage des meubles et acquêts. On appliquait pour les propres la règle *paterna paternis*. L'Anjou avait adopté le système de côté et ligne⁵; pour succéder aux propres,

enfin, du droit féodal pur; et cette dernière opinion paraît la plus probable.

1. Art. 268. Le partage égal des acquêts entre les deux lignes est particulier à la Coutume d'Anjou. Voir DE LIVOYNIÈRE, t. II, col. 1068.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 134.

3. Un arrêt du 6 mai 1763, avait admis le partage par souches, un second arrêt du 7 septembre 1769 ordonna le partage par moitiés.

4. TROTTIER, *op. cit.*, p. 139.

5. C'était également le système de la Coutume de Paris et de la plus grande partie de la France coutumière.

il fallait joindre à la qualité de plus proche parent du défunt dans la ligne, celle de plus proche parent du premier acquéreur du propre¹.

Il pouvait y avoir des propres dont l'origine était inconnue; on les réputait acquêts de celui qui se trouvait le premier dans la famille les avoir possédés; ils étaient par conséquent partagés comme propres du défunt, du côté et ligne de ce premier possesseur². Nous verrons, en étudiant le droit de succession des seigneurs, les règles admises dans le cas d'absence totale de parent dans une ligne.

1. Art. 268.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 453.

CHAPITRE III

Rapports. — Partages — Paiement des dettes.

§ I

Rapports.

On ne peut être à la fois héritier et donataire ; aussi, tout héritier présomptif donataire doit-il, lors du partage, rapporter². Cette règle générale s'applique en toutes successions, nobles ou roturières. Il y a cependant une exception pour les successions nobles : l'héritier donataire ne rapporte que les immeubles ; il n'est pas tenu au rapport des meubles, à moins que le donateur n'ait mis pour condition de les employer à l'achat d'immeubles³. En succession roturière, au

1. DE CAQUERAY (*Recherches historiques sur la théorie du rapport*, p. 65), attribue à cette règle une origine germanique.

2. Art. 338.

3. Art. 243.

contraire, le rapport se fait pour les meubles comme pour les immeubles.

Le noble ne peut rien donner à son héritier présomptif, tant en ligne directe qu'en ligne collatérale, si ce n'est en avancement d'hoirie, à charge de rapport par conséquent¹; il peut d'ailleurs avantager les puînés, et ceux-ci ont la faculté de renoncer en retenant le don, à la condition toutefois que ce don n'excède pas la limite dans laquelle on peut disposer en leur faveur².

Nous avons vu que le père noble peut, en mariant sa fille, lui donner le tiers de ses immeubles, et que cette donation n'est pas rapportable³, mais qu'en retour, elle est déchue de tout droit à la succession; si elle a été mariée à un roturier, elle peut, au cas qu'elle n'eût pas renoncé, venir à la succession, mais en rapportant⁴; il en est de même si elle a été mariée non par son père, mais par son frère⁵; ajoutons encore que le don de simples meubles fait à la fille est, comme nous l'avons vu, dispensé du rapport par la Coutume⁶.

L'obligation du rapport est absolue en succession roturière. Le roturier, en effet, ne peut, en vertu du principe de l'égalité du partage, avantager un de ses

1. Art. 320.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 176.

3. Art. 241.

4. Art. 242.

5. Art. 244.

6. Art. 243.

héritiers, pas plus en ligne collatérale qu'en ligne directe¹. Cette obligation est si sévère qu'en ligne collatérale on ne peut pas même être héritier dans une ligne et donataire dans l'autre².

Nous venons de le voir, dans la ligne directe, on ne peut rien donner non plus, si ce n'est à charge de rapport, à ses enfants, petits-enfants³, etc.; en conséquence, le fils venant à la succession de son père rapportera ce qui lui a été donné, et, de plus, ce qui a été donné à ses propres enfants et petits-enfants⁴. En ligne collatérale, il est également interdit de donner à son héritier présomptif et au fils de celui-ci; mais la donation faite à l'héritier du troisième degré serait valable et dispensée du rapport. Le fils qui vient à la succession de son aïeul et qui a renoncé à celle de son père rapporte à la première ce qui a été donné, tant à son père qu'à lui-même; de même, le fils, héritier de son père, qui renonce à la succession de son aïeul, doit cependant rapporter à cette succession ce qui a été donné à son père par son aïeul⁵. On doit même le rapport de ce qui a été donné à titre onéreux⁶. Observons, cependant, qu'un

1. Art. 260 et 337.

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. II, col. 1259. — Le rapport n'a cependant pas lieu en ligne *ascendante* (DE CAQUERAY, *op. cit.*, p. 30. — DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1154).

3. L'aïeul ne peut même pas donner, avec dispense du rapport, à l'enfant naturel de son fils (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1150).

4. *Id.*, *op. cit.*, t. II, col. 1248.

5. *Id.*, *op. cit.*, t. I, col. 759.

6. *Id.*, *op. cit.*, t. I, col. 749.

père peut former une société avec son fils, et que, dans ce cas, les bénéfices provenant de cette association ne se rapportent pas¹.

Si nous supposons qu'un père a donné en dot, à sa fille du premier lit, des biens provenant de la communauté avec sa seconde femme, la fille, à la dissolution de cette communauté, devra rapporter la moitié de sa dot à la femme ou à ses héritiers².

L'enfant doté par le père et la mère sur des biens provenant de cette dernière, doit le rapport de sa dot, au cas où la mère décéderait la première ; mais il est vrai que le père est alors tenu de le récompenser pour une moitié³.

On le voit, l'Anjou est une coutume d'égalité parfaite⁴, appliquant strictement la règle de l'incompatibilité entre les qualités de donataire et d'héritier : ceux qui sont obligés au rapport ne peuvent s'en décharger, même en renonçant⁵.

Remarquons que le rapport se fait aux héritiers,

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, col. 748.

2. ID., *ibid.*, col. 740.

3. ID., *ibid.*, col. 743.

4. On sait qu'en dehors des coutumes d'égalité parfaite, il y avait encore deux autres systèmes : les Coutumes de préciput où les père et mère étaient autorisés à donner à leurs enfants avec dispense de rapport, et les Coutumes d'égalité simple ou d'option, où l'héritier pouvait garder le don en renonçant. C'était le système de Paris et d'Orléans, ainsi que de la plupart des Coutumes. Le système du préciput était en usage dans les Coutumes du centre (Berry, Nivernais, Bourbonnais) et celui d'égalité parfaite dans l'Ouest (Touraine, Anjou, Maine, Bretagne).

5. Art. 334. Toutefois l'exhéredé n'est pas tenu au rapport. (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 746).

mais non aux créanciers ; aussi les créanciers postérieurs aux dons n'ont-ils aucun droit sur les biens donnés¹.

Nous examinerons maintenant comment se fait le rapport². Trois cas peuvent se présenter :

1° Tous les héritiers habiles à succéder ont accepté ; le rapport se fait alors à la masse ;

2° Tous ont renoncé : la masse des biens rapportables est alors partagée également entre les avantagés et les non-avantagés.

3° Enfin, les uns ont accepté, les autres ont renoncé ; dans ce dernier cas, il faut distinguer : si ce sont les héritiers avancés qui ont accepté, ils ne doivent aucun rapport aux héritiers non-avancés. Si au contraire ce sont ceux-ci qui ont accepté, on prélève sur les biens héréditaires les dettes qui ont une hypothèque antérieure aux dons ; si ces biens ne suffisent pas, on prend sur les biens donnés jusqu'au paiement complet ; s'il reste ensuite une partie des biens donnés et rapportés, on les partage également entre tous les héritiers. Lorsqu'au contraire les biens héréditaires ont suffi à payer les dettes, et qu'il y a encore un excédent, cet excédent se met en masse avec les biens rapportés, et le tout est partagé également³.

Il est bien entendu que les héritiers avantagés ne

1. TROTTIER, *op. cit.*, p. 179.

2. Observons tout d'abord qu'il y a une hypothèque légale entre les cohéritiers du jour de l'ouverture de la succession (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 742).

3. TROTTIER, *op. cit.*, p. 181 et suivantes.

sont pas tenus sur leurs dons des dettes postérieures à ces libéralités.

Le rapport n'est dû qu'à l'ouverture de la succession¹; jusque-là, le donataire gagne les fruits; mais, après le décès, il doit compte des fruits et intérêts, sans qu'il soit besoin pour faire courir ces derniers que le rapport ait été demandé².

Lorsqu'un père et une mère dotent un enfant, sans exprimer pour quelle part chacun y contribue, ils sont censés y contribuer pour moitié, et, à la mort de l'un d'eux, le donataire doit rapporter la moitié de la dot³.

On ne rapporte que ce qui constitue un avantage permanent⁴; le rapport n'est donc pas dû pour les fruits perçus, mais pour le fonds seulement. Les avantages concernant la nourriture, l'entretien, l'éducation (pension, apprentissage) en sont également dispensés⁵. Mais ce qui a été donné pour *l'établissement* est rapportable; par exemple, la somme donnée à un ouvrier pour lui permettre de devenir maître. Les livres donnés sont rapportables, lorsqu'ils sont encore subsistants en la possession du donataire⁶; en pratique, le rapport ne s'en faisait qu'au cas où ils avaient un certain prix, et, dans cette hypothèse, le donataire

1. Art. 260.

2. Art. 260, 261, 425.

3. Voir DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 772; c'était l'avis de Dupineau.

4. TROTTIER, *op. cit.*, p. 182.

5. Art. 261.

6. Art. 261.

n'était pas admis à prouver qu'ils n'étaient plus entre ses mains; il en devait toujours la valeur¹.

L'héritier avantagé a le choix de faire le rapport en nature ou en moins prenant, en tant naturellement que son don n'excède pas sa part héréditaire, car, dans ce cas, il ne peut que remettre l'excédent à la masse. Lorsqu'il a diminué ou détérioré la chose donnée², il est astreint au rapport en moins prenant : déduire ou précompter, disent les auteurs.

Si les héritiers avantagés veulent retenir leurs dons en offrant de moins prendre, l'estimation se fait eu égard à la valeur au moment de l'ouverture de la succession. On ne tient pas compte de l'estimation portée sur l'acte de donation³.

Lorsque l'héritier a vendu la chose donnée, il doit alors la valeur au moment du rapport⁴.

Mais quand le rapport se fait en moins prenant, parce que les héritiers ont diminué ou détérioré la chose donnée, l'estimation se fait eu égard à la valeur au moment du don.

Examinons maintenant comment se font les « *égalements* », suivant l'expression de Pocquet de Livonnière.

Lorsqu'il y a deux héritiers seulement, et que l'un d'entre eux, ayant été avantagé, veuille retenir ce

1. TROTTIER, *op. cit.*, p. 183.

2. Au cas où il l'a améliorée, la dépense faite de bonne foi doit être remboursée (LIVONNIÈRE, t. I, col. 768).

3. TROTTIER, *op. cit.*, p. 184.

4. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 768.

qui lui a été donné, le second prendra sur tous les biens de la succession, à *son choix*, de quoi s'égaliser à l'héritier avancé, et le surplus se partagera comme à l'ordinaire ; mais il peut y avoir plus de difficulté lorsqu'il y a un plus grand nombre de cohéritiers, dont plusieurs sont avantagés ; trois ou quatre systèmes étaient alors en présence : l'ocquet de Livonnière propose celui-ci : le plus jeune, et, après lui, tous les héritiers non avancés, s'égalent d'abord au moins avantagé ; ensuite, tant les héritiers avancés que celui qui l'a été le moins, s'égalent, toujours en remontant du plus jeune aux aînés, à celui des autres héritiers avantagés dont l'avancement est alors le moins fort, et ainsi de suite jusqu'à celui qui a l'avantage le plus considérable¹.

Nous pouvons voir maintenant ce que la Coutume d'Anjou contenait d'original dans cette matière si importante des rapports ; alors que beaucoup de Coutumes (Paris, entre autres), tout en obligeant les enfants au rapport, leur reconnaissent le droit de s'en tenir à leur don en renonçant, sous réserve de la légitime des autres enfants, la Coutume d'Anjou, suivant la règle de l'égalité parfaite, ne leur laissait pas cette faculté. Alors encore que la Coutume parisienne dispensait du rapport l'héritier en ligne collatérale², notre Coutume l'y assujétissait. On peut dire

1. Voir TROTTIER, *op. cit.*, p. 186 et suivantes, et DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 753 à 759.

2. Voir art. 301 de la *Coutume de Paris*.

que cette sévérité dérogeait au droit commun, car Le Brun, en parlant des Coutumes qui exigent le rapport en ligne collatérale, fait remarquer qu'elles se « singularisent ». — « Moins la succession est due, dit-il, moins on doit observer l'égalité, et c'est pourquoi il ne se fait pas de rapport en ligne collatérale¹. »

La raison qui avait poussé les rédacteurs de la Coutume angevine à rendre si étroite l'obligation du rapport était l'amour de l'égalité, le désir d'empêcher qu'il n'y eût, au détriment des autres, un enfant de prédilection, un « chier enfant » suivant l'expression de nos vieux auteurs²; c'est avec raison que Pocquet de Livonnière disait : « Les rapports ont été inventés pour conserver à chacun des cohéritiers la part que la loi lui a conférée, et pour prévenir l'effet d'injustes prédilections. »

Une telle sévérité avait ses avantages, mais aussi ses inconvénients; Ricard et Coquille s'en plaignaient, et, comme disait Basnage : « Est-il juste de fermer ainsi toutes les avenues aux gratifications des pères?³ »

1. LE BRUN, *Traité des successions*, liv. III, chap. VI, sect. 2.

2. Voir DE CAQUERAY, *Recherches historiques sur la théorie du rapport*, p. 61.

3. *Ibid.*

§ II

Des Partages.

En succession noble, l'héritier principal (ou ses représentants) peut, avant les partages, reprendre et continuer les procès du défunt ; de même aussi, l'on peut à ce moment diriger contre lui les demandes faites à la succession, mais, dans ce cas, l'aîné n'a pas le droit de conclure un accommodement qui soit préjudiciable aux puînés¹. Ceux-ci doivent d'ailleurs rembourser leur part des dépens et du principal en proportion de ce qu'ils prennent dans la succession².

Il y a, avant le partage, accroissement entre les puînés ; si l'un d'eux meurt, sa part profite aux autres ; mais, après le partage, nous l'avons dit, les biens que chaque puîné possède en usufruit vont, à son décès, s'adjoindre à la nu-propriété de l'aîné³.

Pendant l'indivision, le cohéritier qui a fait des dépenses dans l'intérêt commun a droit à une indemnité⁴ ; c'est un principe d'équité.

La pétition d'hérédité se prescrit par trente ans ; après ce laps de temps, un cohéritier ne peut plus demander le partage, car chacun a prescrit la propriété de ce qu'il a possédé ; si cependant les cohéritiers ont

1. Art. 236.

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 623.

3. Coutume de 1411, art. 154.

4. GLASSON, *Le droit de succession au moyen-âge*, p. 113.

joui en commun, le droit de demander le partage subsiste, même après trente ans¹.

Par une disposition originale, la Coutume d'Anjou présume le partage dans la possession distincte des biens héréditaires pendant dix ans continus². Dans ce cas, c'est au cohéritier qui demande le partage après dix ans, à prouver qu'il n'a pas été réellement effectué.

La manière de procéder au partage diffère selon que la succession est noble ou roturière.

1° *Entre nobles*. — L'aîné doit faire à ses cadets un lot à part de leur tiers ; s'ils croient avoir à s'en plaindre, ils ont le droit de mettre en deux lots les biens que leur frère avait retenus ; ce dernier devra alors prendre un de ces lots, et, pour le reste, la part qu'il avait offerte aux puînés. Il prend en outre le préciput qui, comme nous l'avons dit, ne tombe pas en partage, non plus que les meubles³.

Les puînés peuvent, soit garder leur lot indivis, soit procéder à un partage entre eux ; dans ce cas, le plus âgé fait les lots égaux et le plus jeune choisit le premier.

Lorsque les héritiers ne veulent pas se soumettre aux règles prescrites par la Coutume, le partage se fait par autorité de justice⁴.

Nous devons ajouter que certains fiefs sont impar-

1. Art. 434, 435 (*Coutume réformée*).

2. Art. 433. TROTTIER, *op. cit.*, p. 189.

3. Art. 277.

4. Art. 279.

lageables ; d'après l'article 278. « comtés et baronnies, et les dignités et noblesses d'iceux, comme le châtel, la justice et autres droits, ne se départent pas. »

Ainsi que nous l'avons vu en traitant des successions nobles, la Coutume de 1411 ¹ obligeait les puînés à faire sommation à leur aîné d'avoir à leur délivrer leur part ; la réforme de 1508 les déclara saisis sans sommation ni appréhension de fait.

2° *Partage entre roturiers.* — Pour le partage des biens hommages tombés en tierce foi, on suit les règles que nous venons d'indiquer².

Pour les autres immeubles, l'aîné fait les lots et le plus jeune choisit le premier ; les lots sont d'ailleurs égaux, puisque l'égalité de partage est la règle en succession roturière.

Si l'un des puînés croit avoir à se plaindre, il peut refaire les lots, mais il perd alors le droit de choisir à son tour et reste le dernier³.

Quant aux meubles, dont la Coutume ne parle pas, des gens experts font les lots et les héritiers les tirent au sort⁴.

Si l'opération du partage exige quelque dépense, elle est, suivant l'équité, divisée entre tous les cohéritiers, en proportion de ce qu'ils recueillent dans la succession⁵.

1. Coutume de 1411, art. 159.

2. Coutume réformée, art. 279.

3. Art. 279.

4. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 860.

5. TROTTIER, *op. cit.*, p. 191.

Le partage n'est pas soumis au droit de lods et ventes¹ ; la soulte ou retour de lots en est également exemple.

Mais si l'on donnait à celui qui n'est héritier que dans une ligne la part afférente à l'autre ligne, les lods et ventes seraient alors perçus².

Lorsque les co-partageants ne sont pas héritiers, on fait les lots d'un commun accord et on les tire au sort. Ce procédé est même employé pour certaines espèces de successions : c'est ainsi que le père et la mère qui, comme nous l'avons vu, succèdent aux meubles de leurs enfants prédécédés, les partagent de cette manière ; il en est de même, en succession collatérale, pour le partage des meubles et acquêts entre les héritiers de deux lignes.

Si l'un des co-partageants est lésé de plus du quart, il peut être restitué contre le partage et demander un supplément ; les héritiers se doivent mutuellement garantie ; ces deux règles sont, d'ailleurs, de droit commun.

La Coutume prévoit encore un cas particulier, celui du partage entre enfants de plusieurs lits ; elle décide que lorsqu'un coutumier laisse des enfants nés de mères différentes, ils se partagent ses héritages et conquêts par égales portions ; s'il se trouve des biens

1. Art. 282. Nous verrons plus loin qu'il n'est pas soumis non plus au Retrait lignager.

2. Art. 282, *in fine*.

3. Art 281.

hommagés tombés en tierce foi, l'aîné prend les deux tiers¹ ; l'aîné du premier mariage exclut l'aîné du second ; mais, s'il n'y a que des filles comme enfants du premier lit, le mâle, qu'il soit du deuxième ou du troisième, leur est préféré².

Signalons, en terminant, une curieuse disposition des anciennes Coustumes d'Anjou : lorsque le défunt laissait un fils et une veuve enceinte, on devait, par suite d'une prudence peut-être excessive, partager comme s'il y avait eu *quatre* enfants ; la part des enfants à venir était mise en sauve-mains³.

§ III :

Du Paiement des Dettes.

On sait que la nature mobilière ou immobilière des dettes est déterminée par la qualité de la chose due : ainsi, une dette d'argent sera mobilière et une dette d'immeuble immobilière. Cependant, un contrat de constitution de rente crée une dette immobilière, parce qu'il produit, comme un immeuble, des fruits perpétuels ; les arrérages échus ne sont, d'ailleurs, que des dettes mobilières⁴.

1. Art. 267.

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 792.

3. *Anciennes Coutumes d'Anjou et du Maine* (F, n° 453, t. II, p. 176). Voir GLASSON, *op. cit.*, p. 113.

4. TROTTIER, *op. cit.*, p. 169.

Nous examinerons successivement la contribution et l'obligation aux dettes.

SECTION I

Contribution aux dettes.

Dettes mobilières. — Celui qui recueille universellement les meubles d'un défunt à quelque titre que ce soit, héritier, donataire ou légataire, doit payer toutes les dettes mobilières, acquitter les charges de la succession et supporter la dépense des obsèques et funérailles¹. Celui qui ne prend qu'une part, comme un tiers, un quart, est tenu dans la mesure de son émolument; le légataire d'un meuble particulier n'a rien à payer². Tel est le principe. Ainsi l'ainé qui prend tous les meubles en succession noble, acquitte toutes les dettes mobilières; de même pour le père et la mère, héritiers mobiliers de leurs enfants³.

Nous devons ajouter trois observations au principe que nous venons d'établir; la première, que le donataire entre vifs des meubles *avec tradition réelle au moment de la donation* est excepté de la règle⁴; la seconde, que le donataire des meubles peut être déchargé du paiement des dettes mobilières par une

1. TOURAILLE y fait rentrer l'habit de deuil donné à la veuve (*op. cit.*, p. 270).

2. Art. 326.

3. Art. 233 et 237.

4. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1050.

clause expresse de l'acte de donation¹; la troisième question, enfin, est celle de savoir si le légataire ou donataire des meubles est tenu *ultra vires* ou jusqu'à concurrence seulement de leur valeur ? Un ancien usage d'Anjou, attesté par de L'Hommeau et par Dupineau, voulait qu'il fût dans tous les cas tenu *ultra vires* ; mais cet usage, vivement attaqué par Pocquet de Livonnière, qui s'appuyait sur l'autorité de d'Argentré et de Le Prestre², finit par être battu en brèche. On admit, suivant le droit commun, que le donataire ou légataire des meubles, pourvu toutefois qu'il eût fait un inventaire fidèle et exact en y appelant les héritiers, ne serait tenu que jusqu'à concurrence de ces meubles ; en cas d'insuffisance, l'excédent des dettes mobilières est à la charge des héritiers des immeubles³.

Dettes immobilières. — En Anjou, entre nobles, l'aîné qui prend les 2/3 des immeubles paie les 2/3 des dettes, et de plus la part des puînés lorsqu'ils ne sont qu'usufruitiers ; les filles qui reçoivent leur portion en pleine propriété, contribuent aux dettes immobilières en proportion de leur émolument ; il en est de même des puînés mâles lorsqu'ils sont propriétaires.

Le préciput de l'aîné, de même qu'il ne tombe pas en partage, n'augmente pas sa contribution aux

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1054.

2. ID., *ibid.*, col. 1052.

3. TROTTIER, *op. cit.*, p. 170.

dettes; il n'entre pas dans la computation des biens sur lesquels se règle la proportion de l'émolument¹.

Entre roturiers, les biens se partageant également, les dettes se divisent de même; et il est à remarquer que l'aîné, qui prend les $\frac{2}{3}$ des biens hommages tombés en tierce foi, ne contribue cependant pas plus que les autres héritiers, alors même qu'une rente constituée, par exemple, aurait été assignée spécialement sur ces biens hommages².

Entre collatéraux, on applique les mêmes règles; il ne peut y avoir de difficulté que lorsque les biens de la succession, noble ou roturière, vont à des héritiers de lignes différentes; Dupineau et De L'Hommeau veulent en ce cas que les dettes se partagent également entre les deux lignes³. Lebrun⁴ soutient au contraire que dans la Coutume d'Anjou, comme dans celle de Paris, chaque ligne contribue en proportion de son émolument. C'est cette seconde opinion qui paraît finalement avoir triomphé⁵.

Il nous reste encore à examiner un cas particulier : c'est celui de la contribution aux dettes entre le donataire des acquêts et du tiers des propres, et les héritiers réservataires des deux tiers des propres. Observons tout d'abord que dans cette espèce les

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1053.

2. Id., *ibid.*, col. 1056.

3. C'est aussi l'avis de Touraille (*op. cit.*, p. 324).

4. *Traité des Successions*, livre IV, chap. II, section 3.

5. Voir DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1066 et 1067, et TROTIER, *op. cit.*, p. 173.

héritiers sont bien tenus des dettes, *mais non des legs*. Ceci posé, quelle doit être la part de leur contribution ? La Coutume de Paris les déclarait tenus en proportion de leur émolument ; devant le silence de la Coutume d'Anjou, plusieurs systèmes s'étaient formés ; Choppin et Dupineau enseignaient la doctrine adoptée par la Coutume de Paris ; mais d'autres auteurs étaient d'un avis différent ; Pocquet de Livonnière proposait une distinction entre la donation faite à un étranger et celle faite au conjoint ; le premier devait contribuer selon l'émolument ; le second était obligé en outre au paiement de toutes les dettes immobilières de la communauté¹.

Disons, en terminant, que les règles de la contribution aux dettes sont les mêmes dans la dévolution des successions des bâtards et aubains, déférées aux seigneurs justiciers ; ceux qui recueillent les meubles paient les dettes mobilières ; les dettes immobilières sont supportées par les successeurs aux immeubles².

SECTION II

Obligation aux dettes.

Les créanciers de la succession ont une action personnelle contre chacun des héritiers pour la part dont ils sont héritiers, et contre chacun des successeurs

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1071.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 175.

universels pour la part qu'a chacun d'eux dans les biens de la succession.

Les créanciers hypothécaires, outre cette action personnelle contre chacun des héritiers ou successeurs universels, ont l'action hypothécaire contre chacun de ces héritiers ou successeurs qui possèdent quelque immeuble de la succession sujet à leur hypothèque ; ils l'ont aussi contre les tiers détenteurs ¹.

L'article 469 de notre Coutume, relatif à cette action hypothécaire, s'exprime ainsi : « Par la mort des obligés, hypothèque ne se divise ès personnes de leurs héritiers, mais peut être poursuivie pour le tout du contenu en l'obligation, sur l'un des héritiers, ou sur tous ensemble, sur ses biens, au choix du créateur, *undecumque proveniant bona*, et si peut-on procéder par voie d'ajournement et action simple ou par exécution sur eux, comme l'on ferait sur les principaux obligés, s'ils vivaient. »

Si nous avons cité le texte entier de cet article, c'est qu'on y remarque deux dispositions absolument anormales et spéciales à notre Coutume : d'abord, chacun des héritiers peut être poursuivi pour le tout et sur ses biens, *undecumque proveniant*, quoique de droit commun l'héritier ne puisse être poursuivi que personnellement pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout sur les biens de la succession. Notre article était, d'ailleurs, abrogé par l'usage

1. POTHIER, *Traité des Successions*, chap. VI, art. 4.

constant de la province ; nos auteurs¹ en font foi ; ils attestent que, malgré les dispositions formelles de la Coutume, les héritiers n'étaient tenus que dans les limites du droit commun.

L'article 469 contient une seconde anomalie : il autorise les créanciers à se pourvoir, par exécution contre l'héritier, comme ils auraient pu le faire contre l'obligé. Sur ce point encore, l'usage avait modifié la Coutume. On admettait, conformément à l'ordonnance de Henri II du mois de février 1549, que le créancier devait d'abord faire déclarer, par voie de justice, exécutoires contre l'héritier les titres qu'il possédait à l'encontre du défunt.

On voit que, tempérant les rigueurs de la Coutume, les usages constants de l'Anjou avaient fini par faire triompher le droit commun. Il en résultait trois effets importants : d'abord, que les créanciers de l'héritier, ainsi que ceux du défunt, pouvaient demander la séparation de biens ; en second lieu, que les biens particuliers de l'héritier n'étaient pas obligés ni hypothéqués aux créanciers du défunt, ni du jour de l'obligation contractée par celui-ci, ni même du jour de l'adition d'hérédité, mais seulement du jour de la condamnation rendue contre l'héritier, ou du titre nouveau par lui consenti, ce qui peut avoir de nombreuses conséquences pratiques ; enfin, le retour au droit commun implique que l'héritier peut abandonner

1. TROTTIER, *op. cit.*, p. 293. TOURAILLE, *op. cit.*, p. 325. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1545.

par voie de déguerpissement les immeubles hypothéqués.

Certains auteurs, entre autres Dupineau, n'avaient pas voulu admettre, pour l'Anjou, ces solutions, évidemment contraires à l'article 469 ; mais Pocquet de Livonnière, par contre, se fait le défenseur de l'usage qui avait peu à peu abrogé les dispositions de la Coutume¹.

1. Voir DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1544 à 1547.

CHAPITRE IV

De quelques Successions particulières.

Nous avons déjà parlé du cas où les père et mère succèdent à leurs enfants (art. 270). Il nous reste à examiner trois espèces de successions particulières : 1^e celle des absents ; 2^e celle des religieux profès, et 3^e enfin, les divers droits successoraux reconnus aux seigneurs justiciers.

§ 1^{er}

De la Succession aux absents.

Lorsqu'une personne a été absente sept ans sans nouvelles, ses héritiers présomptifs « se peuvent ensaisiner des choses dans sa succession ». Mais, en cas de retour postérieur, ses biens lui seront rendus

avec les fruits qu'en auraient perçus ceux qui s'étaient portés ses héritiers¹.

La présomption de mort édictée par la Coutume, par rapport à la succession, doit-elle dater du dernier jour des sept années, ou doit-elle remonter au jour du départ? La plupart des auteurs² adoptent le premier système; le second est défendu par Touraille³; c'est un point très important, car s'il échoit une succession à l'absent pendant les sept premières années, d'après la première opinion, il en est saisi, et ses créanciers peuvent se pourvoir sur cette succession, ce qui n'aurait pas lieu selon les partisans du second système.

Cette présomption de la mort de l'absent n'empêche pas qu'on ne puisse faire la preuve contraire, mais elle rejette la nécessité de l'établir sur celui qui soutient que l'absent n'est pas mort⁴.

La mise en possession des héritiers au bout de sept ans ne les rend pas propriétaires; sans doute, ils ont le droit de jouir, de faire des actes de conservation et d'intenter la complainte; mais, si l'absent revient avant l'accomplissement de la période trentenaire exigée par la prescription, ils doivent, nous l'avons dit, restituer le fonds et les revenus perçus.

L'absence du mari pendant sept ans, et même davantage, ne donne jamais à la femme la faculté de

1. Art. 269.

2. TROTIER, *op. cit.*, p. 327. — LE FEBVRE, cité par DE LIVONNIÈRE, t. I, col. 800.

3. TOURAILLE, *op. cit.*, p. 310.

4. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 801.

se remarier ; le mariage est imprescriptible parce qu'il est indissoluble (du moins dans notre ancien droit) et l'absence d'une des parties, quelque longue qu'elle puisse être, ne peut avoir pour effet d'en rompre le lien¹.

§ II

De la Succession aux religieux profès.

Les religieux profès sont exclus de toute succession échue ou à échoir² ; ces successions sont déférées à leurs parents, comme s'ils étaient décédés, et ils sont en effet morts civilement. Avant leur profession, les novices peuvent disposer librement de leurs biens, avec cette restriction qu'ils ne peuvent faire aucune donation ni aucun legs, directs ou indirects, en faveur du monastère où ils doivent faire profession³.

Nous avons dit, en exposant les principes des successions nobles, que le fils aîné prend la part de son frère ou sœur entré en religion⁴ ; il y avait toutefois exception pour la châtellenie de Mirebeau, où l'on regardait simplement le religieux profès comme ne comptant pas dans la succession⁵.

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 806.

2. Art. 249.

3. TOURAILLE, *op. cit.*, p. 287.

4. Art. 248.

5. Art. 248, *in fine*.

Le droit de recueillir la part du frère ou sœur religieux n'appartient pas à la fille aînée¹; il ne s'applique d'ailleurs qu'à la succession du père, et à aucune autre².

Pour que la part du puîné religieux ou religieuse soit ainsi attribuée à l'aîné, il faut de plus qu'il ait été mis en religion par le père lui-même; peu importe d'ailleurs que le consentement de celui-ci ait été exprès ou tacite; mais l'aîné ne prendrait pas la part des puînés mis en religion par la mère devenue veuve³.

§ III

Des Droits successoraux des Seigneurs justiciers⁴.

Dans l'ancien droit de l'Anjou, la succession des aubains, comme celle des bâtards et des personnes décédées sans hoirs, était déférée aux seigneurs du fief; ce droit leur fut conservé lors de la réforme de 1508, malgré l'opposition des commissaires royaux, qui réclamaient pour le roi le droit de succéder aux aubains. La controverse durait encore du temps de

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 688. — Il lui appartenait d'après la Coutume de 1411 (art. 169).

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 118.

3. *Ibid.*, p. 119.

4. Il n'y avait pas, en Anjou, de fief sans justice ni de justice sans fief.

Pocquet de Livonnière¹, et ce ne fut qu'à la fin de notre ancien droit que deux arrêts du Parlement, en date des 1^{er} juillet 1737 et 24 février 1756, firent triompher les prétentions royales². Nous suivrons donc sur ce point les errements de notre Coutume; elle décide que les biens vacants des aubains, des bâtards morts sans enfants nés d'un mariage légitime et des personnes n'ayant pas d'héritiers connus sont déferés aux seigneurs « ayant droit d'épave en leurs terres³ ». Les immeubles sont recueillis par les bas justiciers du lieu de leur résidence; les meubles, par les moyens justiciers du lieu où ils se trouvent; les meubles incorporels, provenant, par exemple, d'une obligation ou d'une sentence du juge, sont attribués au moyen justicier du domicile du défunt⁴.

Observons que pour que le seigneur succède aux bâtards, il faut, comme nous venons de le dire, que ceux-ci ne laissent pas d'enfants nés « en loyal mariage », car l'article 344 autorise ces enfants à succéder à leur père.

Par une dérogation au droit commun, la Coutume d'Anjou interdit aux bâtards de disposer librement au-delà du tiers de leurs immeubles au préjudice du seigneur; s'ils n'ont que des meubles, ils ne peuvent disposer que de la moitié⁵. Cette disposition excep-

1. DE LIVONNIÈRE, *Traité des fiefs*, livre 6, chap. 4.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 160.

3. Art. 41 et 268.

4. TOURAILLE, *op. cit.*, p. 68.

5. Art. 343.

tionnelle ne doit d'ailleurs être étendue ni aux personnes n'ayant pas d'héritiers, ni aux aubains¹.

Lorsqu'une succession se partage en deux lignes et que l'une d'elles est complètement éteinte, le seigneur succède à la moitié des meubles et acquêts, et aux propres afférents à cette ligne². Mais il importe de remarquer que pour que le seigneur exerce ce droit, il faut qu'il n'y ait absolument aucun parent dans toute la ligne, et non pas seulement qu'il n'y en ait aucun du côté du premier possesseur du propre³.

Le seigneur, en cas de bâtardise, d'aubenage ou de deshérence, a la saisine légale ; la deshérence peut être réelle ou simplement présumée ; réelle, lorsqu'il n'y a effectivement point d'héritiers ; présumée, lorsqu'ils ne paraissent pas⁴. Dans ce dernier cas, les héritiers ont trente ans pour se présenter, et le seigneur ne peut les écarter en invoquant la saisine qu'il tient de la loi.

Après trente ans, il y a prescription en sa faveur⁵. Telle est la règle générale ; cependant, pour l'application de cette règle, il faut distinguer entre les biens hommages et les biens censifs.

1° *Biens hommages*. — Le seigneur a le choix entre deux partis : s'il se met en possession, il doit alors rendre les biens avec les fruits, au cas où les héritiers

1. DE LIVONNIÈRE, *Coutume d'Anjou*, t. I, col. 1171.

2. Art. 268.

3. DE LIVONNIÈRE, *Traité des fiefs*, livre 6, chap. 4.

4. TROTTIER, *op. cit.*, p. 166.

5. Art. 439.

se présenteraient dans les trente ans ; s'il préfère les saisir féodalement, il gagne les fruits, mais il ne peut prescrire la propriété, même par trente ans¹.

2° *Biens censifs*. — Après s'être mis en possession, le seigneur peut les publier et offrir à ferme ; il peut les affermer après trois publications faites au prône, de huit jours en huit jours. Si les héritiers se présentent dans les dix ans, il doit leur restituer le fonds et les revenus, sauf à déduire le montant des frais d'adjudication ; si personne ne se présente pendant ces dix années, le seigneur devient propriétaire définitif².

Ainsi que nous l'avons dit, le seigneur, comme tout héritier, est tenu au paiement des dettes qui grèvent la succession³.

Dans l'ancien droit angevin du moyen âge, les seigneurs recueillaient en outre les meubles des usuriers⁴ et des déconfès, c'est-à-dire de ceux qui mouraient après huit jours de maladie, sans avoir voulu se confesser. Si le déconfès avait fait un testament, il était valable, mais sinon, le seigneur justicier sur la terre duquel il était décédé s'emparait de ses meubles, au préjudice des héritiers ; il en était de même pour les suicidés⁵.

1. Art. 442.

2. Art. 442. TROTTIER, *op. cit.*, p. 168.

3. Art. 268.

4. « Les meubles de l'usurier *prouvé* vont au baron. » (VIOLET, *Les Établissements de saint Louis*, t. I, p. 233.)

5. GLASSON, *Le Droit de Succession au moyen âge*, p. 88 et 89.

APPENDICE

Droits successoraux des époux entre eux.

Douaire de la veuve.

Bien que l'institution du douaire touchât surtout aux règles des *régimes matrimoniaux*, nous résumerons en quelques mots les dispositions de la Coutume sur ce point¹.

Observons d'abord qu'aux termes de l'article 283 le survivant des deux époux recueille les acquêts de la communauté, moitié en usufruit et moitié en propriété, à charge pour lui de nourrir et entretenir les enfants mineurs jusqu'à leur majorité. S'il se remarie, les acquêts se partagent alors entre lui et les héritiers de son conjoint décédé².

Le droit de rachat au profit du seigneur du fief ne s'exerce pas sur ces acquêts; seule, la foi et hommage est due, comme nous l'avons déjà dit, par la

1. X^e partie de la Coutume.

2. Art. 283, dans le titre de la Communauté.

femme survivante, — mais non pas par le mari survivant; les héritiers du premier conjoint décédé ne doivent la foi qu'après la mort du second¹.

Outre ce droit particulier sur les acquêts, la femme, si elle accepte la communauté, prend la moitié des meubles qui s'y trouvent²; si, au contraire, elle la répudie, ce qu'elle doit faire dans le mois³, elle n'a pas, il est vrai, cet avantage, mais, en retour, elle n'est pas tenue des dettes.

D'après l'article 239, lorsqu'au décès de l'un des conjoints, il se trouve une terre constituant un propre de l'un d'eux, mais qui était cultivée aux frais de la communauté, et que ce fonds soit à ce moment ensemenché, si c'est une terre labourable, et bécché, si c'est une vigne, les fruits de la récolte qui suit sont communs entre le survivant et les héritiers du premier décédé⁴.

Arrivons maintenant au Douaire. On sait que c'est le droit pour la veuve de jouir d'une partie des biens de son mari défunt⁵.

Observons tout d'abord que la femme ne peut être

1. Art. 294.

2. Art. 238.

3. Ce délai d'un mois, donné par la Coutume, fut modifié par l'ordonnance de 1667, qui accorda à la femme trois mois pour faire inventaire et quarante jours pour délibérer.

4. Art. 239.

5. La femme peut réclamer son douaire avant la mort de son mari, lorsque celui-ci, par sa prodigalité, met en péril l'avoir de la communauté (art. 319). Il en est de même en cas de confiscation (art. 318).

à la fois douairière et donataire d'immeubles, mais elle peut valablement avoir reçu de son mari une donation purement mobilière¹.

Le douaire est légal ou conventionnel²; dans les deux cas, il est dû à la femme du jour de la mort de son conjoint.

Le douaire légal consiste dans l'usufruit du tiers des immeubles du mari; il s'exerce tant sur ceux qu'il possédait au temps du mariage, quoiqu'il les eût vendus depuis (sans le consentement de la femme)³, que sur ceux dont il est propriétaire au moment de son décès⁴, en y comprenant les biens qui lui sont échus de successions, tant directes que collatérales⁵. D'après Pocquet de Livonnière, on doit même y faire rentrer les successions en ligne directe échues depuis la mort du mari⁶.

La Coutume décide qu'au cas où le douaire excéderait ce tiers, il serait soumis à la réduction⁷.

Les fruits du douaire légal sont dus du jour du décès, sans qu'il soit besoin de demande ni de sommation⁸.

Par un privilège particulier accordé à la veuve sur

1. Art. 310.

2. Le douaire conventionnel ne peut excéder le douaire légal, mais il peut lui être inférieur (art. 300).

3. Art. 306.

4. Art. 299.

5. Art. 303.

6. *Coutume d'Anjou*, t. I, col. 913.

7. Art. 302.

8. Art. 312.

les biens des ascendants de son mari, elle peut quand celui-ci meurt avant ses père ou mère, aïeux ou aïeule, prendre son douaire sur la portion de leur succession qui eût appartenu au mari, s'il eût survécu¹; elle peut même demander de leur vivant et par provision son mi-douaire, c'est-à-dire la jouissance du demi-tiers de ce qui fût échu à son conjoint par leur décès. Mais, pour qu'elle puisse ainsi exercer son droit au douaire sur les biens des ascendants du mari, il faut que ceux-ci aient donné leur consentement au mariage.

En principe, le douaire est dû à toute veuve, noble ou roturière; cependant la femme noble qui, au temps de son mariage, était héritière principale de ses père et mère, ou de quelque autre parent, n'a pas de douaire légal à prétendre sur les biens de son mari *noble*²; elle ne peut réclamer que ce qui lui serait dû à ce titre en vertu d'une convention particulière. Mais la femme noble mariée à un roturier reçoit toujours son douaire.

La veuve d'un bâtard ne peut exercer son droit que sur les acquêts, puisque son mari ne peut avoir de propres³.

Lorsqu'une femme a quitté le domicile conjugal, soit de sa propre volonté, soit à la suite d'un jugement d'église la condamnant pour adultère, elle perd son

1. Art. 303.

2. Art. 300.

3. Art. 315.

droit au douaire, à moins qu'il n'y ait eu réconciliation et réunion avant la mort¹.

La veuve doit adresser sa demande aux héritiers du mari; si l'action en justice traîne en longueur, on doit lui accorder, à titre de provision, la moitié de son douaire probable².

C'est un droit pour la veuve d'un noble de rester dans la maison de son conjoint défunt jusqu'à ce que les héritiers lui aient fourni un logement convenable et proportionné à la succession³; s'il n'y a dans tout l'héritage qu'une seule maison, elle en aura le tiers.

La veuve roturière n'a que le droit de rester au domicile du mari jusqu'à la délivrance de son douaire; mais les héritiers ne sont pas tenus de faire entrer une maison dans le lot qu'ils lui laissent.

C'est encore un droit pour la veuve de jouir des coupes ordinaires de bois taillis et de prendre du bois mort pour son chauffage⁴; ce dernier avantage étant rigoureusement personnel, elle ne peut ni en vendre, ni en donner.

Nous devons ajouter, enfin, que ni les frais funéraires, ni l'exécution des legs contenus dans le testament de son mari, ne sont à la charge de la veuve⁵; il faut, d'ailleurs, en dire autant du mari, en cas de prédécès de la femme⁶.

1. Art. 314.

2. Art. 313.

3. Art. 309.

4. Art. 314.

5. Art. 238.

6. DE LIVONNIÈRE, *Coutumes d'Anjou*, t. I, col. 532.

DEUXIÈME PARTIE

DES MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME SUCCESSORAL PAR LA LIBERTÉ DE DISPOSITION

Notre deuxième partie, consacrée à la liberté de disposition, sera divisée en quatre chapitres : dans le premier, nous étudierons la façon de disposer au début du moyen âge, d'après les formules et les cartulaires angevins ; le deuxième traitera des règles de la liberté de disposition dans la Coutume ; le troisième, de la garantie des droits des héritiers du sang ; le quatrième, enfin, des testaments.

CHAPITRE I

Faculté de disposer d'après les formules et les chartes angevines.

Si, en droit romain, le père de famille pouvait disposer de tous ses biens à sa volonté, réserve faite pour la quarte Falcidie, presque tombée en désuétude d'ailleurs, au temps des Mérovingiens, les usages germaniques étaient tout différents. Ils ne lui permettaient pas de disposer des biens de la famille sans le consentement des héritiers présomptifs¹. Nos chartes prouvent que ce concours des héritiers était encore en pleine vigueur au début de l'époque féodale, dans le cours des x^e, xi^e et xii^e siècles.

Cette règle s'appliquait aux fiefs comme aux alleux ; pour les premiers, il fallait en outre le consentement des héritiers du seigneur dont relevait le bien aliéné.

Lorsqu'il y avait des enfants, les collatéraux n'étaient

1. D'ESPINAY, *Les Cartulaires angevins*, p. 248.

pas appelés à donner leur consentement¹. Les héritiers avaient le droit d'attaquer une donation faite sans ces formalités. Quelquefois le donateur interdisait formellement à ses héritiers, sous peine d'excommunication, par exemple, d'attaquer l'acte qu'il venait de faire². Généralement, le monastère donataire transigeait avec les héritiers, et obtenait la ratification de l'acte.

Remarquons que cette intervention des héritiers n'était nécessaire que pour les biens de ligne, mais non pour les meubles, dont le donateur conservait l'entière disposition; il en était de même des acquêts; souvent il est vrai, les parents ratifiaient une donation d'acquêts; mais c'était alors une simple formalité³.

Peu à peu, l'obligation du consentement des héritiers présumptifs tomba en désuétude; mais les Coutumes conservèrent le principe, qui tendait à la conservation des biens dans les familles.

1. D'ESPINAY, *Les Cartulaires angevins*, p. 232.

2. *Cod. niger de St-Florent*, nos 17 et 21.

3. D'ESPINAY, *Les Cartulaires angevins*, p. 236.

CHAPITRE II

La liberté de disposition dans la Coutume.

Les règles relatives à la liberté de disposition ont subi quelques modifications dans les rédactions successives de notre Coutume.

D'après les anciennes Coustumes, le père noble peut, en Anjou, disposer de tous ses acquêts et du tiers de ses propres ; le roturier ne peut porter aucune atteinte à l'égalité du partage entre ses héritiers ; il peut seulement « aumosner », c'est-à-dire employer en legs pieux, la moitié de ses propres : le gentilhomme peut en aumosner le tiers¹.

La Coutume de 1411 permet encore au père noble de disposer en pleine propriété, soit au profit d'un puiné, soit à celui d'un étranger, du tiers de son patrimoine et de tous ses meubles et acquêts, réserve faite de la chapelle, du cheval et du harnais de guerre du défunt qui sont attribués à l'aîné².

1. D'ESPINAY, *Les Établissements de saint Louis*, p. 29.

2. *Cout. de 1411*, art. 223.

Pour les roturiers, la règle reste toujours l'égalité absolue entre cohéritiers. Les dispositions testamentaires ou autres ne peuvent porter aucune atteinte à cette règle¹; entre époux, les roturiers peuvent se faire mutuellement « donnaison » de tous les meubles et acquêts, de la moitié des censives et du tiers des biens hommages, à charge de payer les dettes².

La réforme de 1508 introduisit quelques changements dans ces dispositions; le père noble garda le droit de disposer *en faveur du puîné* du tiers des propres et de tous les meubles; mais, pour les acquêts, ce droit fut limité au tiers³; le nouvel article ne parle plus de la réserve de la chapelle et du cheval de guerre au profit de l'aîné.

En faveur d'un étranger, la Coutume réformée distingue s'il y a ou non des enfants; dans le premier cas, on peut donner le tiers des propres et des acquêts en usufruit⁴, et les meubles seuls en propriété; dans le second, le droit de disposition est étendu à la pleine propriété du tiers des propres et de la totalité des acquêts⁵.

1. Coutume de 1444, art. 434.

2. *Id.*, art. 226.

3. Coutume réformée, art. 321.

4. D'après P. de Livonnière, celui qui a des enfants peut cependant donner, à titre de legs pieux, le tiers de ses immeubles en pleine propriété à l'Eglise ou à un hôpital (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1028).

5. Art. 321. Observons que les règles relatives aux libéralités en faveur d'un étranger s'appliquent indifféremment aux nobles et aux roturiers.

Si l'on n'a pas de propres, on peut disposer des meubles et du tiers des acquêts; si, enfin, l'on n'a que des meubles, la moitié seulement sera disponible¹.

Une personne noble ne peut rien donner à son héritier présomptif, si ce n'est en avancement d'hoirie²; nous avons exposé cette règle en traitant des rapports.

Le don fait au puîné est révoqué *ipso facto* par la mort de l'aîné, et rentre dans la masse de la succession pour être partagé comme les autres biens qui la composent³.

La réforme de 1508 ne changea rien à la règle d'après laquelle le roturier ne pouvait avantager aucun héritier au détriment des autres⁴.

Nous avons dit en traitant des rapports qu'on ne peut être à la fois héritier et donataire⁵, et qu'une seule exception existe, en successions nobles, pour le don de simples meubles. Le puîné avantagé par son père a le choix ou d'accepter la succession en rapportant, ou de renoncer.

L'héritier donataire d'un roturier n'a pas cette faculté : nous avons vu qu'il doit forcément rapporter⁶.

Observons encore qu'il y a certaines catégories de personnes à qui il est interdit de donner ou de

1. Art. 340.

2. Art. 320.

3. Art. 321.

4. Art. 260 et 337.

5. Art. 338.

6. Art. 334.

léguer : ce sont les médecins par rapport aux malades, et les tuteurs ou curateurs par rapport aux mineurs¹.

Les dons trop forts sont réductibles ; il n'est pas permis de donner plus en usufruit qu'on ne pourrait donner en pleine propriété².

Tout donataire et légataire doit être saisi des choses données par les mains de l'héritier du donateur ou par le donateur lui-même³.

Le donataire universel doit payer les dettes, les arrérages de rente et « accomplir le testament » du défunt en ce qui touche les charges personnelles et mobilières ; le donataire à titre universel est tenu en proportion de son émolument⁴ ; nous avons, d'ailleurs, exposé ces principes en parlant du paiement des dettes.

Lorsque le don des meubles n'est qu'en simple usufruit, les meubles donnés doivent être estimés par experts ; on prélève ensuite le montant des dettes mobilières ; le donataire jouit du reste, en donnant caution aux héritiers du donateur pour la garantie de la restitution à la fin de l'usufruit⁵.

On ne peut, par des dons ou legs, priver une ligne des réserves dont nous avons parlé, alors même que ces libéralités n'excéderaient pas ce dont le donateur

1. Ordonnance de 1539 (art. 131).

2. Art. 324.

3. Art. 341.

4. Art. 326.

5. TROTTIER, *op. cit.*, p. 241.

ou testataire eût pu disposer, relativement à la succession entière¹.

Lorsque la limite fixée par la Coutume au droit de disposition a été dépassée, chacun des dons est réduit proportionnellement à sa grandeur, sans qu'on en considère la date²; cette règle s'applique aux donations dont les bénéficiaires doivent jouir seulement après le décès du donateur; mais si celui-ci avait fait quelques libéralités entre vifs dont il eût mis de son vivant les donataires en possession, on épuiserait d'abord tous les autres avant de réduire ces derniers dons³.

Les donations de concubins à concubines, et réciproquement, sont interdites, soit qu'elles aient été faites au temps du concubinage, soit même après, si, comme dit la Coutume « ils retournent ensuite à leur péché⁴. » Ils sont d'ailleurs présumés y être retournés, s'ils cohabitent ensemble⁵.

Par une disposition très spéciale, les réserves dont nous avons parlé existent en Anjou, non seulement au profit des héritiers du sang, mais encore en faveur des seigneurs, dans la succession des bâtards.

Nous avons vu en effet que ceux-ci ne peuvent disposer que de leurs meubles et du tiers des acquêts,

1. Art. 324. (Voir DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1076 et suivantes).

2. Art. 335.

3. TROTTIER, *op. cit.*, p. 242.

4. Art. 342.

5. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1167.

et, s'ils n'ont pas d'acquêts, de la moitié des meubles. Nous avons vu aussi que cette disposition très particulière ne devait pas être étendue aux successions en deshérence. Une personne qui n'a pas d'héritiers peut donc disposer à son gré de son bien en entier, et, si elle n'a d'héritiers que dans une ligne, elle peut disposer de ce qui afférerait à l'autre ligne : le seigneur ne recueille donc la succession qu'en cas d'absence de disposition contraire².

Nous devons ajouter au sujet des bâtards que leurs parents ne peuvent rien leur donner par testament, si ce n'est de simples aliments; ils peuvent cependant recevoir d'eux par donations entre vifs, mais à la condition expresse qu'ils soient mis en possession réelle et immédiate³.

Notre Coutume ne parle que dans un seul article des donations à cause de mort; elle dit que ces sortes de libéralités sont essentiellement révocables au gré du donateur⁴; les donations à cause de mort étaient fréquentes au moyen âge; on en voit de nombreux exemples dans nos cartulaires⁵, les anciennes Coutumes paraissent tantôt les assimiler aux legs, tantôt les en séparer⁶.

Nous arrivons maintenant aux donations entre

1. Art. 343.

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, col. 1171.

3. Art. 345.

4. Art. 339.

5. D'ESPINAY, *Les Cartulaires angevins*, p. 265.

6. GLASSON, *op. cit.*, p. 126.

époux ; les conjoints peuvent se donner l'un à l'autre dans la même proportion qu'à des étrangers, plus ou moins par conséquent s'il y a ou non des enfants ; ces libéralités peuvent se faire soit par testament ou donation à cause de mort, soit par don *mutuel*¹, mais les *dons simples* entre époux sont interdits, et les moyens indirects qu'on pourrait employer sont frappés de nullité².

Certaines conditions sont requises pour la validité des dons mutuels ; si le don porte sur des propres, il faut que chacun des deux conjoints en possède ; s'il porte sur des acquêts, chacun doit avoir des acquêts ; de même pour les meubles. Si le don est universel et que l'un des époux n'ait que des acquêts et des meubles, il ne peut, s'il survit, prendre que les meubles et le tiers des acquêts de l'autre époux ; s'il n'a que des meubles, il ne prendra que la moitié des meubles de son co-donateur, car lui-même n'a pu apporter au don mutuel que dans ces limites³. Remarquons au surplus que, s'il est nécessaire que les conjoints aient l'un et l'autre les mêmes espèces de biens, la quantité qu'ils en possèdent n'est pas prise en considération pour la validité du don mutuel⁴.

1. L'ordonnance de 1733 (art. 77), interdit le testament mutuel ; les anciennes Coutumes d'Anjou prohibaient la donation de la femme au mari, mais elles autorisaient les dons mutuels qui étaient valables alors même que l'un des époux était riche et l'autre pauvre (GLASSON, *op. cit.*, p. 131).

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, col. 1040.

3. Art. 327.

4. TROTTIER, *op. cit.*, p. 240.

La donation mutuelle faite durant la dernière maladie de l'un des époux n'est pas valable¹; mais il en serait autrement si le malade ne mourait pas et entrait en convalescence².

A la différence du don testamentaire qui est toujours révocable, même s'il a été validé « par foi et par serment³ », la donation mutuelle entre vifs est irrévocable, si ce n'est du consentement exprès des deux parties⁴.

Nous devons dire enfin quelques mots sur les substitutions, dont la Coutume ne parle pas. Cette question est traitée d'une manière très approfondie par De Livonnière⁵. S'accordant sur ce point avec Dupineau, il reconnaît à l'aïeul le droit de substituer ses petits-enfants à son fils, dans le cas où la faiblesse d'esprit, la dissipation ou la prodigalité de ce dernier seraient notoires; ces raisons doivent d'ailleurs être exprimées dans l'acte de substitution; le point délicat est celui de savoir quelle sera, dans ce cas, la légitime du fils; Dupineau la fixait aux deux tiers des propres, en s'appuyant sur l'article 321, tout en regrettant de ne pouvoir l'abaisser à de simples aliments; De Livonnière, invoquant plusieurs arrêts

1. Art. 331.

2. TOURAILLE, *op. cit.*, p. 381.

3. TROTTIER (*Texte des Coutumes*, p. 252) exige dans ce dernier cas que la dispense du serment ait été donnée par l'évêque; mais DE LIVONNIÈRE (*op. cit.*, tome I, col. 1123) est d'un avis contraire.

4. Art. 329.

5. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1042 et suivantes.

du Parlement, soutient que, la Coutume étant muette sur cette question, on doit adopter la légitime fixée par la Coutume de Paris, c'est-à-dire la moitié, invariablement, de la succession *ab intestat*, quel que soit le nombre des enfants ; il affirme même la légitimité des substitutions collatérales, en fixant dans ce dernier cas la légitime *aux deux tiers des propres*.

CHAPITRE IV

Garantie des droits des héritiers du sang. Réserve, Légitime et Retrait lignager.

On sait qu'en dehors du Retrait lignager, dirigé contre la vente, le droit coutumier présentait encore deux moyens de défense en faveur des héritiers du sang. C'étaient la réserve et la légitime : la première, découlant du droit germanique, ne s'exerçant que sur les propres, profitant à tous les lignagers, ne s'appliquant ordinairement qu'aux testaments, et enfin, fondée sur l'idée de la conservation des biens dans la famille ; la seconde, au contraire, venant du droit romain, portant sur tous les biens, ne profitant qu'aux héritiers les plus proches, s'appliquant aux donations entre vifs et testamentaires, et reposant sur l'idée de l'*officium pietatis*.

Nous avons vu au chapitre précédent comment la Coutume d'Anjou avait réglé la quotité de la réserve, que nos auteurs appellent indifféremment réserve ou

légitime coutumière ; c'était en Anjou, une portion indisponible de l'héritage, s'appliquant dans la même proportion aux donations entre vifs et aux donations testamentaires, et ne portant pas exclusivement sur les propres, comme dans la Coutume de Paris¹.

Rappelons qu'elle était, en faveur des enfants, de la nu-propriété du tiers des propres et acquêts et de la propriété des deux autres tiers, l'usufruit d'un seul tiers et les meubles restant disponibles. En l'absence d'héritiers directs, les autres parents avaient la réserve des deux tiers des propres ; s'il n'y avait pas de propres, des deux tiers des acquêts, et, s'il n'y avait que des meubles, de la moitié². Nous avons vu comment s'exerçait la réduction des libéralités qui portaient atteinte à la réserve.

Ni la Coutume, ni les auteurs angevins ne parlent de la légitime de droit ; on peut observer qu'elle n'avait pas d'utilité bien apparente dans notre province : la réserve, en effet, portant sur les acquêts comme sur les propres, et atteignant les donations entre vifs aussi bien que les donations testamentaires, il semble bien que les enfants étaient suffisamment protégés. Pocquet de Livonnière propose, il est vrai, dans un cas particulier dont nous avons parlé, celui de la substitution faite par l'aïeul en cas de prodigalité ou de faiblesse d'esprit de son fils, de régler la

1. Voir DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1022 et suivantes, et, t. II, col. 323.

2. Art. 321. L'Anjou, on le voit, était une Coutume de subrogation.

légitime dans les proportions de la Coutume de Paris ; mais alors, c'est pour rendre la situation du fils moins favorable ; et, d'ailleurs, son opinion était contraire à celle de Dupineau, qui avait soutenu qu'il ne pouvait pas y avoir en Anjou d'autre légitime que celle fixée par l'article 321.

La Coutume d'Anjou était beaucoup plus explicite sur le Retrait lignager, auquel elle consacrait un titre entier.

On sait que le retrait lignager était le droit accordé aux parents lignagers de racheter, pendant un délai déterminé, l'immeuble aliéné.

On a beaucoup discuté sur l'origine de cette institution ; certains auteurs, entre autres Cujas, ont voulu la voir dans le droit romain : mais cette opinion est difficile à soutenir, et d'ailleurs le retrait n'a pas été pratiqué dans les pays de droit écrit. De Laurière lui attribuait une source purement féodale : le seigneur aurait voulu que le fief qu'il concédait ne pût être transmis à un étranger, et là serait l'origine à la fois du retrait féodal et du retrait lignager. Il est plus probable que cette institution vient des traditions germaniques, où l'on voit de nombreuses traces d'une primitive communauté de famille et des protections accordées aux héritiers contre les actes de disposition¹.

1. POTHIER (*Traité des Retraits*, 1^{re} partie, chap. 1) dit que le retrait vient du « pur droit françois » et qu'il a son fondement « dans l'attachement qu'avaient nos pères aux biens qui leur étaient venus de leurs ancêtres. »

Nous avons vu plus haut qu'au début du moyen-âge, à défaut de retrait, les héritiers présomptifs devaient intervenir et donner leur consentement à l'acte qui faisait sortir un bien de la famille. C'est vers le XII^e siècle qu'apparaît le retrait lignager; très attaqué au XIV^e et XV^e siècle, traité par les auteurs coutumiers d'alors de « droit haineux », d' « institution contre nature », il reprit crédit au XVI^e, à l'époque de la prédominance des idées nobiliaires.

Nous allons examiner comment la Coutume d'Anjou avait réglé l'exercice de ce droit.

Nous commencerons par rechercher quels biens étaient soumis au retrait lignager, quels contrats y donnaient naissance et quelles personnes pouvaient l'exercer.

D'après notre Coutume¹, ce sont les « *héritages* » qui font l'objet du retrait; observons avec Pothier, que sous le mot d'héritages on comprend non seulement les fonds de terre et les maisons, mais encore les droits réels que l'on peut avoir sur ces immeubles². Cependant la cession d'un simple droit d'usufruit ne donnerait pas lieu au Retrait³.

Les acquêts comme les propres sont en Anjou soumis au droit de retrait lignager; cette disposition de notre Coutume, écrite en termes formels dans l'article 366, est contraire au droit commun; la plupart des

1. Art. 366.

2. POTHIER, *Traité des Retraits*, partie I, chap. III, art. 1^{er}.

3. Art. 402.

Coutumes en effet, comme celles de Paris et d'Orléans, n'appliquaient qu'aux seuls propres l'exercice du Retrait.

La vente de simples meubles ne les rend pas retrayables : mais il en serait autrement s'ils étaient vendus, par un seul et même contrat, avec des immeubles¹.

La vente est le contrat qui donne essentiellement lieu au Retrait lignager ; il est d'ailleurs indifférent qu'elle soit forcée ou conventionnelle et que le paiement soit en espèces ou en meubles².

Le contrat de vente à reméré est également retrayable : mais, dans ce cas, le lignager retrayant, qui prend la place de l'acquéreur, est, comme lui, obligé de subir le reméré, si le vendeur le veut faire dans le délai fixé³.

La donation pure et simple n'est pas sujette à retrait ; mais il en est différemment si elle est faite moyennant certaines charges et conditions⁴.

L'échange fait sans fraude en est également exempt, à moins que l'un des co-permutants ne s'engage à acheter ou à faire acheter ce qu'il donne en échange ; et si, même en l'absence de tout engagement de ce genre, l'achat a lieu dans l'an et le jour, il y a lieu au retrait, car l'échange n'est alors qu'une vente simulée⁵.

1. Art. 361.

2. Art. 410.

3. Art. 293.

4. DE LIVONNIÈRE, *Traité des Fiefs*, livre V, chap. IV, section 3.

5. Art. 401. Voir TROTTIER, *op. cit.*, p. 251.

Le bail à rente *pur et simple* ne donne pas ouverture au retrait : si la vente est stipulée rachetable, le retrait peut, au contraire, s'exercer. Si même elle est amortie dans l'an et le jour, bien qu'il n'y ait ni engagement ni simple faculté de cette nature¹, le bail à rente n'est pas réputé sérieux et le retrait est admis dans l'an et le jour de l'insinuation du contrat d'amortissement.

Si la rente est rachetée *après ce délai d'an et jour*, il y a retrait pour la rente seulement et non plus pour le fonds.

L'abonnement consenti au vassal par le seigneur en ce qui touche les charges féodales, est toujours exempt du retrait²; il en est de même du partage, même avec soulte³.

La transaction y donne lieu lorsqu'une des parties cède la possession d'un héritage, mais non s'il n'y a pas mutation des possesseurs⁴.

Les personnes qui peuvent exercer le retrait sont les lignagers; la parenté requise est celle qui rend habile à succéder : « Qui ne succède, ne vient à retrait » dit la Coutume⁵. Ainsi, si nous supposons deux

1. La Coutume (art. 356) fait une distinction entre la simple promesse et l'engagement, ce dernier donnant seul lieu au retrait, mais cette distinction subtile était rejetée par l'usage : elle n'existait d'ailleurs pas dans la rédaction de 1411 (art. 248 et 249). Voir DE LIVONNIÈRE, *Coutumes d'Anjou*, t. I, col. 1218.

2. Art. 418.

3. Art. 360.

4. Art. 282.

5. Art. 368.

lignes différentes, pour les acquêts, les deux lignes ont le même droit au retrait et concourent quitte à partager ou à liciter le bien retiré; s'il n'y a qu'une seule ligne, elle pourra même demander la totalité de l'acquêt vendu, car son droit aux acquêts est général et indéterminé¹. Pour les propres, il faut être parent du vendeur du côté du premier possesseur du propre, mais, s'il est nécessaire d'être en même temps parent de ce premier possesseur, il suffit d'avoir avec lui un lien même collatéral².

D'ailleurs, remarquons que l'on n'exclut pas ceux qui, quoique lignagers, sont précédés dans l'espérance de succéder au vendeur par de plus proches, ou sont exclus des successions par les dispositions légales en faveur des aînés; les exhérédés eux-mêmes peuvent retraire; il en est encore de même de la fille emparagée, et des puînés nobles, qui cependant ne sont pas héritiers propriétaires; ils ont, en vertu du principe que nous venons d'indiquer, droit à l'exercice du retrait lignager.

La représentation a lieu comme pour les successions³, et son effet est le même : ainsi, si nous supposons plusieurs lignagers, celui-là sera le plus proche, qui représente le plus proche, quoique de son chef il soit plus éloigné.

Lorsque deux parents sont également proches,

1. TROTTIER, *op. cit.*, page 261.

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1236.

3. Art. 369.

l'héritage se partage entre eux comme s'il leur venait par succession, mais sans qu'il y ait un préciput pour l'aîné noble. Il en est de même si le retrait a lieu sur un acquéreur lignager également proche : dans ce cas cet acquéreur a le choix de faire retirer pour le tout ou pour la part ou portion du demandeur.

Le vendeur lui-même ne peut exercer le retrait, et son héritier présomptif ne le peut que s'il a intenté sa demande avant d'avoir acquis cette qualité¹.

Examinons maintenant comment se fait le retrait ; nous n'entrerons pas dans les détails de la procédure, sur lesquels s'étend longuement notre Coutume ; disons seulement que le Retrait doit être fait par voie de justice, à l'exception du cas spécial de Retrait de Mi-denier.

Le lignager ne peut, naturellement, retirer que ce qui est de sa ligne ; l'acquéreur qui par le même contrat a acheté des biens dont partie sont de la ligne du demandeur et partie n'en sont pas a le choix d'abandonner la partie ou la totalité².

Le délai pour intenter l'action est d'un an et un jour, à partir du contrat³ ; ce délai d'an et jour est un espace de 365 jours, non compris le jour du contrat ; ainsi, en supposant l'acte passé le 1^{er} mai 1770, le Retrait lignager pourra encore valablement être

1. Art. 395.

2. Art. 368.

3. L'Édit de 1703 sur les insinuations (art. 26), fait partir le délai de l'insinuation de l'acte.

intenti le 1^{er} mai 1771, mais non le 2¹. Ce délai court même contre les incapables, mineurs, furieux, insensés, etc ².

Pendant l'an et jour, l'acquéreur n'est pas encore propriétaire définitif; il ne peut détériorer le bien; il ne peut même pas l'améliorer, car le lignager n'est pas tenu de lui rembourser ses dépenses, en dehors des réparations urgentes ³.

En cas de revente de l'immeuble, le parent lignager a un droit de suite; il ne paie d'ailleurs au second acquéreur que le prix de la première vente, sauf recours de celui-ci contre son propre vendeur, au cas où il a déboursé une somme plus forte ⁴.

Le jugement qui prononce le Retrait prend le nom de *connaissance à retrait* : le lignager doit verser la somme dans la huitaine ⁵; cette somme comprend outre le prix principal de la vente, les loyaux coûts et les mises; si l'acquéreur, après avoir acheté à reméré, avait fait un paiement supplémentaire pour racheter le droit de reméré, l'on doit encore l'ajouter au prix ⁶.

L'acquéreur qui par fraude a fait mettre dans le contrat une somme plus forte que celle qu'il a versée, peut être condamné à une amende et à des dommages-

1. POTHIER, *Traité des retrails*, I^{re} partie, chap. VII, art. 1^{er}.

2. Art. 456.

3. TROTTIER, *op. cit.*, p. 270.

4. Art. 400.

5. Paris et la plupart des Coutumes n'accordaient que 24 heures.
(POTHIER, *Traité des Retrails*, partie I, chap. IX, art. 6.)

6. Art. 364.

intérêts envers le retrayant¹. S'il a nié de mauvaise foi le lignage du demandeur, il doit également lui payer des dommages-intérêts, en outre de l'amende encourue².

La Coutume de 1411 était plus sévère encore dans ce dernier cas ; elle décidait que l'acquéreur perdait à la fois le fonds et l'argent : le lignager entrait en possession de l'immeuble sans avoir à rembourser le prix³.

Un parent plus proche peut profiter de la procédure engagée par un plus éloigné, pourvu que le délai d'an et jour ne soit pas encore passé ; c'est ce que notre Coutume appelle « *venir entre la bourse et les deniers* »⁴. Ce système, qui tend à réserver rigoureusement au plus proche lignager l'exercice du droit de retrait, est essentiellement différent de celui que la plupart des Coutumes, Paris entre autres, avait adopté et qui consistait à l'accorder au parent le plus diligent. Observons d'ailleurs que si le lignager plus proche a laissé passer l'exécution sans intervenir, il ne peut plus ensuite intenter le retrait, quoique le délai d'an et jour ne soit pas expiré : car il ne peut y avoir qu'un seul retrait pour un contrat.

Un parent également proche que le retrayant ne peut venir entre la bourse et les deniers : il doit procéder par voie d'assignation.

1. Art. 374.

2. Art. 372.

3. Coutume de 1411, art. 253.

4. Art. 370.

L'exécution du retrait a pour effet de mettre le retrayant à la place de l'acquéreur ; il doit donc subir les charges qui suivent l'héritage ; il devra par exemple soutenir le procès commencé¹.

L'acquéreur garde les fruits perçus jusqu'à l'exécution, à moins qu'il n'ait contesté le lignage, auquel cas il est, nous l'avons vu, passible en outre d'une amende et de dommages-intérêts.

L'héritage retiré doit-il dans la succession du retrayant être considéré comme acquêt ou comme propre ? La Coutume est muette sur ce point. Dupineau soutient la première opinion, mais Pocquet de Livonnière défend énergiquement la seconde ; il veut que dans tous les cas, l'immeuble retiré, alors même qu'il eût été un acquêt pour le vendeur, soit un propre pour le lignager retrayant ; mais les héritiers de ce propre n'y succèdent qu'à la condition de rembourser aux héritiers des acquêts ce qu'il en a coûté au défunt pour faire le retrait².

Il nous reste à parler de la répétition du Retrait, qu'autorisait la Coutume d'Anjou : d'après Pothier³ c'est une action rescisoire, fondée sur la fraude du lignager, qui a revendu l'héritage à un étranger, auquel il n'a fait que prêter son nom en exerçant le retrait. Étant « un droit du sang » le retrait lignager est en effet, de sa nature, incessible.

1. Art. 385.

2. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.* col. 1247 et suivantes.

3. *Traité des Retraits*, appendice à la 1^{re} partie.

La Coutume présume de droit frauduleuse l'aliénation, dans l'an et jour, de l'immeuble retiré¹; le premier acquéreur peut intenter dans ce cas son action en répétition sans avoir besoin de prouver la fraude du lignager. Il doit exercer son droit dans l'an et jour de la connaissance par lui acquise de l'aliénation qu'a faite le retrayant. Il ne paie au second acquéreur que la somme qu'il avait reçue, sauf recours de ce second acquéreur contre le lignager.

D'après Trottier² il y avait encore lieu à répétition en faveur d'un premier acquéreur, qui, lignager lui-même, avait souffert le retrait de la part d'un parent plus proche, au cas où celui-ci revendait l'immeuble à un lignager plus éloigné que le premier.

1. Article 398.

2. TROTTIER, *op. cit.*, p. 293 et 296.

CHAPITRE IV

Le Testament.

Les testaments étaient rares au début du moyen âge ; on ne trouve dans nos Cartulaires que très peu d'actes portant ce nom, et ce sont plutôt des donations à cause de mort ou institutions contractuelles. Dans une charte de Chemillé (original de Chemillé, n° 13), on voit un propriétaire privé d'enfants donner tous ses biens à un parent en l'instituant héritier ; ce qui était conforme du reste aux dispositions de l'ancien droit des formules mérovingiennes¹.

On sait qu'à l'origine, le testament ne renfermait guère que des legs pieux ; c'est en se rapprochant des temps modernes qu'on le voit perdre peu à peu son caractère religieux et devenir surtout un acte civil. Après une longue lutte, la juridiction laïque finit, au

1. D'ESPINAY, *Les Cartulaires angevins*, p. 263.

xiv^e siècle, par conquérir la connaissance des causes testamentaires, réservées jusque-là à la compétence des Cours d'Église¹.

La Coutume d'Anjou² exige, pour la validité des testaments³, qu'ils soient écrits en entier et signés de la main du testateur, ou qu'ils soient reçus, soit par un notaire assisté de trois témoins, soit par le curé ou son vicaire, également avec le concours de trois témoins; il y a toutefois dérogation à cette règle en faveur des testaments faits « *ad pias causas* », à la condition qu'ils n'excèdent pas six livres tournois⁴; il suffit dans ce cas qu'ils soient reçus par un notaire, ou par le curé ou vicaire, assisté de deux témoins seulement⁵.

L'ordonnance de 1735 modifia, en les unifiant, les règles des Coutumes sur les formes des testaments; ils purent être olographes ou authentiques; ces derniers doivent être reçus par un notaire et deux témoins, ou par deux notaires⁶; les curés séculiers et réguliers peuvent recevoir les testaments dans l'étendue de leur paroisse, avec l'assistance de deux témoins; les vicaires n'ont plus ce droit, que leur

1. GLASSON, *op. cit.*, p. 148.

2. Art. 276.

3. La Coutume exige qu'ils soient *rédigés par écrit*, ce qui exclut les testaments purement verbaux ou nuncupatifs (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 847).

4. Si le testament *ad pias causas* excède cette somme, il est nul de droit (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 852).

5. Tout ce que nous venons de dire s'applique aussi aux codicilles, suivant le sentiment de Livonnière (*op. cit.*, t. I, col. 847).

6. Ordonnance de 1735, art. 23 et 25.

accordait notre Coutume. On admettait cependant encore, même après l'ordonnance, que les prêtres de l'Hôtel-Dieu d'Angers pouvaient valablement recevoir les testaments de leurs malades¹.

D'après l'ordonnance, les témoins doivent être régnicoles, mâles, « capables des effets civils » avoir 20 ans, et savoir signer; les novices, les clercs, les serviteurs des notaires et les légataires ne peuvent être témoins².

La Coutume d'Anjou admet toute personne à tester, même les bâtards et les novices³; seuls, les bannis à perpétuité⁴, les condamnés à mort ou aux galères, auxquels il faut ajouter les furieux et les prodiges, suivant la remarque de Livonnière⁵, ne peuvent faire de testament; la femme mariée peut tester sans l'autorisation de son mari⁶; c'est un droit que lui reconnut de tout temps notre Coutume⁷.

Suivant l'avis généralement adopté par les com-

1. TROTTIER, *Principes des Coutumes*, p. 230.

2. Ord. de 1735, art. 39 et suivants; Livonnière nous apprend que, même de son temps, on n'admettait pas les femmes et les légataires à servir de témoins; les curés et vicaires le pouvaient par contre très valablement. (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 848 et 849.)

3. Rappelons qu'au moyen âge, le serf ne pouvait tester au delà de cinq sous pour le repos de son âme.

4. S'ils ne sont bannis qu'à temps, ils conservent le droit de tester. (TOURAILLE, *op. cit.*, p. 389.)

5. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.* t. I, col. 853 in fine.

6. Art. 310 de la Coutume. Nous avons dit plus haut que la Coutume autorisait les legs entre mari et femme.

7. *Anciennes coutumes F.*, n° 811, t. II, p. 294.

mentateurs, on pouvait, en Anjou, tester à 14 ans de ses meubles et à 20 ans de ses immeubles ¹.

A l'égard des sourds-et-muets, les anciennes Coutumes décidaient que, seul, le sourd-et-muet de naissance était incapable de tester, mais non celui qui l'était devenu par accident, pourvu naturellement qu'il sût écrire ².

Le testament peut être révoqué ou changé *ad nutum* ³; le dernier est seul valable; ce principe est de l'essence même des donations testamentaires ⁴.

Si nous examinons maintenant les dispositions que peut contenir le testament, nous trouvons d'abord la règle immuable des Coutumes « institution d'héritier n'a lieu ⁵ ». On admettait d'ailleurs, nous l'avons dit, qu'elle vaudrait comme legs.

Nous voyons ensuite que la Coutume d'Anjou autorise toute personne, homme ou femme, à retenir la moitié des fruits de ses héritages de trois années pour être employés en legs, à condition que cette moitié, jointe à ce qu'on aurait donné par ailleurs, n'excédât pas ce dont il est permis de disposer ⁶.

1. TOURAILLE, *op. cit.* p. 316. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1462. A l'égard des propres seulement, l'usage était de n'admettre la capacité de tester qu'à l'âge de 25 ans. (DE LIVONNIÈRE, *ibid.*, col. 1464.)

2. *Anciennes coutumes F.*, n° 813, t. II, p. 294.

3. Article 339.

4. Cependant, lorsqu'un religieux a fait son testament au temps de son noviciat, il ne peut, après sa profession, le révoquer. (DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1159.)

5. Article 271.

6. Article 275.

Nous avons vu au chapitre précédent quelles étaient les limites de ce droit de disposition ; rappelons qu'il était en particulier fort limité à l'égard des bâtards et, entre concubins et concubines, nul. Il y avait, de plus, une prohibition spéciale à l'encontre des tuteurs ou curateurs, par rapport aux mineurs.

Nous avons vu aussi dans quelle proportion les légataires étaient tenus des dettes, et nous avons dit qu'ils devaient être saisis de la chose léguée par les mains de l'héritier du testateur¹.

Les légataires ont, en premier lieu, pour la délivrance du legs, l'action personnelle *ex testamento* contre les héritiers ou autres personnes grevées de sa prestation.

Ils ont, en outre, sur les biens du testateur, l'hypothèque que leur accordait déjà le droit romain². A ce sujet se pose une importante question ; c'est de savoir si l'action des légataires est solidaire contre chacun des héritiers détenteurs des immeubles du défunt, ou si elle se divise entre eux. Parmi nos auteurs angevins, Dupineau soutenait que l'héritier pouvait être poursuivi pour le tout à la requête des légataires ; c'était du reste la doctrine de Renusson³.

Pocquet de Livonnière, au contraire, s'appuyant sur l'autorité de Ricard, estimait que les héritiers n'étaient tenus que pour leur part et portion, même

1. Art. 341.

2. POTHIER, *Traité des Donations testamentaires*, chap. v, section 3, art. 2. Voir aussi DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1098.

3. *Traité des propres*, chap. vi, section 12.

hypothécairement, des legs contenus dans le testament du défunt¹.

Il reconnaissait cependant des exceptions à cette règle : en premier lieu l'action des légataires est solidaire entre chacun des héritiers lorsque la chose léguée est indivisible, et, en second lieu, lorsque le testateur a, par une disposition expresse de son testament, affecté et hypothéqué tous ses biens ou une partie déterminée pour l'exécution d'un legs, ou bien encore lorsqu'il a déclaré qu'il entendait que chacun de ses héritiers fût tenu solidairement.

On sait que, quoique l'héritier soit chargé de droit de l'exécution des dernières volontés du défunt, il est d'un usage fréquent, cependant, que les testateurs, pour procurer une plus sûre et plus exacte exécution de leur testament, nomment des personnes à qui ils la confient : ce sont les exécuteurs testamentaires.

A l'origine, ils étaient généralement choisis parmi les clercs, et notamment les évêques ; ceux-ci prétendaient même qu'ils étaient exécuteurs testamentaires de droit quand le testateur n'avait désigné personne pour ces fonctions² ; cette prétention fut naturellement respectée tant qu'on reconnut la compétence des Cours d'églises en matière de testament. Puis, peu à peu les laïques remplacèrent souvent le clergé dans les fonctions d'exécuteurs testamentaires, sans cependant que celui-ci fût complètement exclu par l'usage.

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 1038 et 1039.

2. GLASSON, *op. cit.*, p. 148.

Les femmes pouvaient être choisies, et on décidait même qu'un second mariage ne leur faisait pas perdre la qualité d'exécutrices testamentaires de leur premier mari¹.

Nous avons dit, au début de notre étude, que la réforme de 1508, modifiant sur ce point la Coutume de 1411, avait donné aux exécuteurs testamentaires la saisine, pendant l'an et le jour, des meubles et acquêts du défunt, et, à défaut, du tiers des propres². La durée de cette saisine était même prolongée au cas où l'exécution du testament était retardée par le fait de l'héritier³.

1. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 842.

2. Art. 274.

3. DE LIVONNIÈRE, *op. cit.*, t. I, col. 843.

CONCLUSION

Nous pouvons maintenant nous rendre compte des particularités que présentait la Coutume d'Anjou dans les matières successorales. Nous allons passer sommairement en revue les principales dispositions par lesquelles elle s'écartait du droit commun coutumier. Nous prendrons surtout comme point de comparaison la Coutume de Paris, suivant l'opinion qui prévalut au XVIII^e siècle avec Bourjon et qui voulait voir dans la Coutume parisienne le droit commun de la France coutumière.

Commençons par la représentation : on sait que la plupart des Coutumes l'admettaient bien à l'infini en ligne directe, mais la restreignaient en ligne collatérale aux seuls enfants de frères ou de sœurs : pour les autres collatéraux, il fallait un rappel à succession pour les faire héritiers. Notre Coutume, au contraire, admet la représentation à l'infini, tant en

collatérale qu'en directe, « tant qu'on peut prouver et montrer le lignage. »

— Passons au droit d'aînesse. Nous trouvons tout d'abord une distinction capitale : à Paris, le droit d'aînesse appartient au fils aîné (noble ou roturier) dans la succession des biens nobles de ses père et mère ou autres ascendants¹. Le droit d'aînesse est donc exclusivement réel; il dépend de la condition des terres. En Anjou, si on laisse de côté le cas spécial des biens hommages tombés en tierce foi, en successions roturières (où d'ailleurs il est atténué), on peut dire, avec M. d'Espinay², qu'il est plutôt personnel; il dépend de la condition des personnes; la Coutume le donne, en toute succession, à l'aîné noble ou à ses représentants, et il porte sur l'ensemble de la succession, non plus seulement sur les fiefs, comme dans la Coutume parisienne.

Sa quotité est, en outre, fixée aux $\frac{2}{3}$ de la succession (en dehors du préciput) sans avoir égard au nombre des enfants; à Paris, l'aîné a les $\frac{2}{3}$ des fiefs s'il n'y a qu'un puîné, mais la moitié seulement s'il y en a deux ou plusieurs.

La Coutume parisienne n'admet pas le droit d'aînesse entre filles, et les répute toutes puînées; la nôtre donne à la fille aînée les mêmes droits qu'au fils.

1. POTHIER, *Traité des successions*, chap. II, sect. I, art. 2.

2. *Le droit d'aînesse en Poitou*, p. 38.

La part des puînés est bien plus restreinte en Anjou, puisque, contrairement aux dispositions de la Coutume de Paris, ils ne possèdent qu'en usufruit la part que leur donne la loi. Quoique saisis, ils ne sont pas héritiers.

Enfin, le droit commun rejette le droit d'aînesse en ligne collatérale, qu'admet au contraire la Coutume angevine.

On voit que, comme nous l'avons dit déjà en traitant des successions, les privilèges de primogéniture ont, en Anjou, une force toute particulière; nous avons dit qu'il fallait peut-être y voir l'influence du droit anglo-normand qui, comme en d'autres provinces de l'Ouest, se serait fait sentir dans un sens très favorable à l'aîné.

A Paris, la fille même renonçante, devait avoir sa légitime en dot; en Anjou, le père noble, pourvu qu'il mariât sa fille suivant sa condition, n'était tenu qu'au plus léger don envers elle; ne lui donnât-il qu'un « chapel de roses », elle était, nous l'avons vu, exclue de tout droit dans la succession.

Le droit commun avait adopté la règle « propres ne remontent ». L'Anjou, plus sévère, y soumettait les acquêts; les ascendants n'avaient que l'usufruit des immeubles auxquels ils succédaient; ils n'excluaient les collatéraux que pour les meubles, et, contrairement à la Coutume de Paris, ce droit était limité aux seuls père et mère, à l'exclusion des aïeux et aïeules.

Nous trouvons encore de profondes différences dans la dévolution des successions collatérales¹. D'abord l'existence, en succession noble, du droit d'aînesse, dont nous avons parlé, puis, en second lieu, le partage des acquêts par égales portions entre les deux lignes; le droit commun les attribuait généralement au plus proche parent collatéral.

Plus rigoureux que la Coutume parisienne, notre droit angevin n'admettait pas la dévolution d'une ligne défaillante à l'autre; la part de propres et acquêts revenant à cette ligne était déférée au seigneur.

En général, on ne peut avantager aucun enfant ou descendant par donations entre vifs; elles sont toujours censées faites en avancement d'hoirie et sujettes au rapport; mais l'enfant a le droit de renoncer en retenant le don². En Anjou, un père noble a le droit d'avantager ses puînés, mais en dehors de cette exception, l'enfant donataire ne peut, en vertu du principe d'égalité parfaite, se décharger de l'obligation du rapport en renonçant à la succession.

Nous avons dit encore, en traitant des rapports, que la Coutume angevine y assujettissait même l'héritier collatéral; on peut dire, avec Le Brun, que cette rigueur sort du droit commun : la Coutume de Paris n'exigeait pas le rapport en succession collatérale.

1. Rappelons que l'Anjou était une Coutume de côté et ligne : c'était également le système parisien, il était d'ailleurs le plus généralement adopté dans la France coutumière.

2. A condition, bien entendu, de laisser intacte la légitime des autres descendants.

Notre Coutume contenait, nous l'avons vu, deux dispositions particulièrement sévères, en matière de l'obligation aux dettes : en vertu de l'action hypothécaire, chaque héritier pouvait être poursuivi pour le tout sur ses biens, *undecumque proveniant* et le créancier pouvait se pourvoir directement sur lui comme il aurait pu le faire envers le défunt. Mais l'usage avait abrogé ces règles et consacré, en cette matière, le retour au droit commun.

Nous avons signalé, au sujet des droits successoraux déferés aux seigneurs justiciers, la longue résistance opposée en Anjou aux prétentions royales sur les biens des aubains. Les réclamations des commissaires royaux, en 1508, n'empêchèrent pas la Coutume de conserver cette prérogative aux seigneurs, qui n'en furent dépouillés qu'au cours du XVIII^e siècle, à la fin de notre ancien droit.

Nous arrivons à la liberté de disposition : nous trouvons dès l'abord une règle particulière à notre Coutume ; alors qu'en général on peut, en principe, disposer à titre onéreux de ses biens, la Coutume d'Anjou interdit de disposer au-delà des tiers, à celui qui a marié son enfant en le déclarant héritier présomptif.

La Coutume de Paris fixait la réserve aux quatre quints des propres et la légitime des descendants à la moitié de la part héréditaire *ab intestat*. Nous avons vu que la quotité disponible était, en Anjou, réglée dans de tout autres proportions.

Le retrait lignager était également organisé, en Anjou, d'une manière différente; d'abord, il portait sur les acquêts aussi bien que sur les propres; à Paris, au contraire, ces derniers seuls étaient soumis au retrait. La Coutume angevine préférait le lignager le plus proche du défunt, qui pouvait même profiter de la procédure commencée par un autre, en venant « entre la bourse et les deniers », c'est-à-dire avant l'exécution : la Coutume de Paris préférait le plus diligent des lignagers.

Notre Coutume admettait, en termes formels, la représentation en matière de retrait; celle de Paris était muette sur cette question¹.

On voit que la Coutume d'Anjou présentait, dans son système successoral, des particularités bien tranchées. Ces mêmes particularités se rencontrent, à peu près identiques, au Maine et dans le Loudunois; beaucoup d'entre elles se retrouvent encore dans les Coutumes de Touraine et de Poitou; un certain nombre dans celles de Bretagne et du Perche, et quelques-unes enfin en Normandie². Ce groupe formait, à l'Ouest, un noyau distinct dans la France coutumière. On peut expliquer historiquement ces affinités, en observant que la plupart de ces provinces avaient été, à un moment donné, gouvernées par les

1. POTHIER (*Traité des retraits*, partie I, chap. v, art. 2) déclarait cependant qu'on devait, sur ce point, suppléer, dans le sens de l'affirmative, au silence de la Coutume de Paris.

2. Voir à ce sujet, KLIMRATH, *Étude sur les Coutumes*.

mêmes princes, et que ce lien politique a dû exercer une certaine influence sur le développement des institutions juridiques.

VU :

Par le Doyen,
GARSONNET.

VU :

Par le Président de la thèse,
Le 3 août 1898,
E. CHÉNON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
Pour le Vice-Recteur,
L'Inspecteur de l'Académie,
FRINGNET.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

CHAPITRE I. — Histoire de la Province d'Anjou.....	1
CHAPITRE II. — Géographie de la Coutume d'Anjou...	7
CHAPITRE III. — Histoire des Sources.....	12
§ I. — Les Formules angevines	13
§ II. — Les Cartulaires angevins.....	14
§ III. — Les anciennes Coutumes d'Anyou et dou Maigne. — La Compilatio de usi- bus et consuetudinibus Andegaviae.	16
§ IV. — La Coutume rédigée et ses commenta- teurs.....	18

PREMIÈRE PARTIE

LA DÉVOLUTION DES SUCCESSIONS

CHAPITRE I. — Principes communs à toutes succes- sions.....	25
CHAPITRE II. — Principes particuliers aux successions nobles et roturières.....	30
§ I. — Des successions allodiales d'après les chartes angevines	30
§ II. — Des successions féodales d'après les chartes angevines. — Développement du droit d'aînesse en Anjou.....	33
§ III. — Des successions nobles directes d'après la Coutume.....	38

§ IV. — Des successions roturières directes d'après la Coutume.....	46
§ V. — Des successions collatérales, tant nobles que roturières.....	49
CHAPITRE III. — Rapports, partages, paiement des dettes.....	54
§ I. — Des rapports.....	54
§ II. — Des partages.....	63
§ III. — Du paiement des dettes.....	67
Contribution aux dettes.....	68
Obligation aux dettes.....	71
CHAPITRE IV. — De quelques successions particulières.	75
§ I. — De la succession aux absents.....	75
§ II. — De la succession aux religieux profès.	77
§ III. — Des droits successoraux des seigneurs justiciers.....	78
APPENDICE. — Droits successoraux des époux entre eux. Douaire de la veuve.....	82

DEUXIÈME PARTIE

DES MODIFICATIONS APPORTÉES AU RÉGIME SUCCESSORAL PAR LA LIBERTÉ DE DISPOSITION

CHAPITRE I. — Faculté de disposer d'après les formules et les chartes angevines.....	88
CHAPITRE II. — La liberté de disposition dans la Cou- tume.....	90
CHAPITRE III. — Garantie des droits des héritiers du sang, Légitime et retrait lignager..	99
CHAPITRE IV. — Le testament.....	111

CONCLUSION

La Coutume d'Anjou et le droit commun coutumier...	118
--	-----

IMPRIMERIE FR. SIMON, SUCC^r DE A. LE ROY

IMPRIMEUR BREVETÉ
